



## **RAPPORT DE L'ATELIER D'ECHANGE ENTRE L'INSTITUT VIE ET PAIX ET SES PARTENAIRES**

**Bukavu, Centre Olame, du 14 au 17 juillet 2003**

1

<b>INTRODUCTION</b> .....	3
<b>I.1. Axe FIZI / ITOMBWE – UVIRA</b> .....	5
<b>I.2 Axe BUSHI</b> .....	8
<b>I.3. Axe BUNYAKIRI WALIKALE</b> .....	9
<b>I. 4 Axe SHABUNDA – MWENGA)</b> .....	12
<b>I.5 . Axe Masisi -Rutshuru</b> .....	14
<b>I.6. Axe LUBERO-BENI</b> .....	16
<b>CHAP. II. EXPOSES THEMATIQUES</b> .....	19
II.1. LA SOCIETE CIVILE DU NORD-KIVU DANS SON ROLE .....	19
II. 2. ROLE DES CONFESSIONS RELIGIEUSES DANS LA PACIFICATION .....	20
II.3. ROLE DE LA FEMME DANS LES ACTIONS POUR LA PAIX .....	21
II.4. ROLE DE LA JEUNESSE DANS LA CONSTRUCTION DE LA PAIX .....	22
II.5. LA RECHERCHE ACTION DANS LA CONSTRUCTION DE LA PAIX .....	23
II. 6. L’EDUCATION A LA PAIX .....	24
II.8. ROLE DES MEDIAS DANS LA CONSTRUCTION DE LA PAIX .....	25
II.8. BESOINS EXPRIMES PAR LA BASE .....	26
<b>CHAP. III. DE L’ACCOMPAGNEMENT DE L’IVP.</b> .....	28
<b>III.2. QUELQUES REALISATIONS DU PROGRAMME DE L’INSTITUT VIE &amp; PAIX</b> .....	35
<b>AU NIVEAU TERRITORIAL</b> .....	37
<b>CHAP.IV. RESULTATS DES TRAVAUX EN CARREFOURS.</b> .....	44
<b>IV.I. CARREFOUR I</b> .....	44
Catégorie / Typologie de conflits .....	46
Catégorie d’acteurs .....	46
<b>IV.2 CARREFOUR II</b> .....	49
IV. 4. CARREFOUR IV .....	58
<b>Groupe 4 . VISION COMMUNE A LA PAIX</b> .....	62
<b>CONCLUSION</b> .....	63

## **INTRODUCTION**

### ***1) Motivation***

Dans son objectif de contribuer à la restauration de la paix et de la justice dans les Provinces du Nord - Kivu et du Sud- Kivu en RDC, l'Institut Vie et Paix a accompagné déjà pas mal des projets de paix initiés par ses partenaires à la base, lesquels ont d'impact sur le terrain quand bien même encore fragile. Cependant, les évolutions du contexte socio-politique caractérisées d'une part, par la recrudescence des violences sur le terrain visant à démanteler les forces de résistance populaires, affectent les efforts déjà fournis par les différents acteurs pour aider à la restauration de la paix dans cette région. Et d'autre part, les nouvelles ouvertures politiques ayant sanctionné la mise en place d'un gouvernement de transition en RDC, constituerait un atout aux initiatives de paix.

Avec entre autre l'appui de l'Institut Vie et Paix, certains partenaires locaux ont pu réaliser des ateliers sur la reconstruction de la paix dans leurs milieux respectifs, dont la suite est hypothéquée dans certaines zones à cause d'un contexte trouble décrit ci- haut. D'autres partenaires ont donné une suite à ces ateliers en coulant les recommandations formulées en des nouveaux projets dont l'opérationnalisation n'est pas toujours évidente dans le contexte actuel. Et d'autres encore, ont pu entreprendre un pourparler avec les seigneurs des guerres pour les sensibiliser à l'arrêt des hostilités et à s'inscrire dans une logique de paix pour protéger ainsi les intérêts de la population. Quand bien même éphémères, ces négociations ont par moment porté des fruits. Mais sur le terrain, les données changent au fil de temps et il devient ainsi nécessaire de réajuster les actions en fonction des évolutions actuelles.

C'est pourquoi, l'Institut Vie et Paix a pensé qu'il était opportun de créer un cadre d'échange réunissant ses partenaires locaux ainsi que d'autres personnes ressources du domaine pour partager les différentes analyses du contexte afin d'orienter les actions à la base. Ce serait une occasion offerte aux partenaires de s'ouvrir aux expériences des uns et des autres dans le domaine de la pacification, de tisser des liens d'actions en synergie et d'apprécier ou d'évaluer l'accompagnement de l'IVP. Et ensuite élaborer un plan d'action qui tiennent compte des priorités retenues en fonction du contexte et des besoins à la base et cela ,afin d'éviter de disperser les efforts et les moyens.

## ***2) Objectifs de l'atelier***

En organisant cet atelier, l'IVP s'est assigné les objectifs ci-après :

- 1) Définir les stratégies d'action en amont et en aval, impliquant tous les acteurs à tous les niveaux.
- 2) Mettre sur pied des mécanismes d'actions en synergie afin d'influencer positivement le contexte.
- 3) Trouver les pistes pouvant assurer la continuité des activités accompagnées par l'IVP même à son absence.
- 4) Elaborer un programme d'activités cohérent adapté (au contexte) plus ou moins stable et standard en tenant compte des priorités.

## ***3) Résultats attendus***

A l'issue de cet atelier, l'IVP et ses partenaires comptent aspirer aux résultats ci après :

- Une analyse introspective sur les acquis du passé de pouvoir continuer et d'améliorer le travail futur ;
- Connaissance mutuelle entre les partenaires de l'IVP ;
- Ouverture aux expériences des uns et autres ;
- Une analyse partagée et ajustée du contexte de travail entre les acteurs ;
- Des objectifs, des approches et des stratégies d'intervention adaptées au contexte sont élaborées ;
- Une vision de paix, partagée d'une part, entre l'IVP et ses partenaires locaux, et d'autre part avec les autres accompagnateurs ;
- Des mécanismes d'actions en synergie entre les acteurs sont élaborés.

## **CHAP I . ELEMENTS DU CONTEXTE.**

### **Communication par axe**

Les partenaires de l'IVP devaient donner des éléments relatifs au contexte et au travail réalisé dans le domaine de la paix dans leurs milieux respectifs selon les canevas suivants :

- 1) Présentation du contexte dans lequel ils interviennent
- 2) Les acteurs .et /ou les synergies
- 3) Les activités et les approches..
- 4) Les résultats
- 5) Les perspectives

### **I.1. Axe FIZI / ITOMBWE – UVIRA**

#### **a) Dernières évolutions liées au contexte**

Le contexte dans le secteur FIZI- ITOMBWE est particulièrement changeant. Aujourd'hui, il est marqué par les points saillants ci-après :

- Tendances de certains anciens dignitaires à récupérer et politiser certains groupes armés non associés directement aux accords de Pretoria.
- La position de certains groupes armés locaux (DUNIA, ARONI, MASUNZU, NAKABAKA, ...) par rapport à la mise en place des institutions de transition n'est pas clairement connue.
- Il y a risque qu'ils fassent un centre mouvement de coalition qui peut accoucher soit la paix ou la guerre.
- Présence des groupes locaux et milices étrangères (FDD, Interrahamwe) et groupe DUNIA, MASUNZU, ARON, NAKABAKA et quelques commandants de l'armée gouvernementale à MINEMBWE.
- Libre circulation des biens et des personnes mais les groupes armés s'adonnent au rançonnements de la population, pillage des biens, expropriations des produits agricoles, etc.
- Mouvement interne des milices étrangères à LULIMBA – MINEMBWE – LULENGE – BIBOKOBOKO dans la partie littorale et dans la presqu'île d'Ubwari.
- Paupérisation généralisée de la population, famine, maladies, défectuosité des infrastructures socio-économique.
- Absence prononcé d'assistance humanitaire bien que le centre de Baraka bénéficie de petites aides ponctuelles mais ceci crée d'autres conflits c'est dans ce souci et préoccupations que le CCAP vient d'envoyer 2 délégations à Dine et à Minembwe pour rencontrer les groupes armés (MASUNZU, DUNIA et ARON) pour discuter sur l'avenir de notre contrée.

## **b) Les acteurs**

Pour Fizi , depuis 1999, les ONGs (SOCOODEFI , UGEAFI , AMIPAIX, EBENEZER) ont commencé à mener des actions. Mais elles ont remarqué par la suite que les résultats étaient limités. C'est ainsi que depuis 2002, elles ont créé avec d'autres organisations le CCAP (Comité de Concertation pour les Actions de Paix) composé de 17 organisations.

A l'instar de Fizi , les organisations d'Uvira ont mis au point deux cadres de travail en synergie : CAP (comité d'Action pour la Paix /Uvira) depuis 2003 avec le Groupe Milima, CADI, AVEVENA, AVREO,... ; et du côté des églises et confessions religieuses ; il y a la COPA (Commission Oecuménique pour la Paix et l'Assistance Humanitaire) qui rassemble les communautés religieuses d'Uvira toute tendance confondue : Eglise catholique, Communauté musulmane, Communauté Kimbaguiste, les différents ministères.

## **c) Les actions et les approches utilisées.**

Les ONG membres du CCAP ont réalisé les activités suivantes :

- Rapprochement des communautés locales, pour une cohabitation pacifique et réinstauration du climat d'acceptation et de confiance mutuelle pour une culture de paix durable (cas des Babembe et Banyamulenge, Bafuliro – Bavira – Babembe et Babuyu, Médiation RCD – Mai Mai.
  - Rapprochement des belligérants en lice pour la cessation des hostilités et prôner un dialogue franc et constructif (contacts personnalisés).
  - Assistance aux déplacés, rapatriés, femmes victimes des violences sans discrimination aucune, en adoptant une approche visant à ne pas causer de tort dans les interventions et cela dans l'accompagnement du message de paix (Cas UGEAFI dans la plaine).
  - Campagne de sensibilisation et mobilisation des populations pour une cohabitation pacifique et la tolérance mutuelle.
  - Travail en synergie des Associations féminines membres de C.C.A.P. dans actions de pacification.
- ° Rapprochement des femmes proches des responsables des groupes armés pour analyse et recherche des solutions durable des transformations des conflits et de constructions de la paix. (Cas SOFBEF – AFEC)
- A Uvira les réalisations sont :
- ° Contacts entre les différentes confessions religieuses pour des actions en synergie en faveur de la paix
  - Séminaires- ateliers et rencontres de sensibilisation

#### **d) Résultats atteints.**

- Cohabitation intercommunautaire (Babembe – Banyamulenge).
- Libre circulation des biens et des personnes.
- Rapprochement de la société civile avec les responsables des parties en conflits (belligérants)
- Contribution à la résolution des conflits des communautés Méthodistes.
- Avec le mouvement insurrectionnel de Masunzu, il y a accélération de l'entente et amélioration de la cohabitation entre les communautés.

#### **e) Perspectives.**

Considérant que les accords de Pretoria signés entre les différentes parties en lice évoluent positivement, la situation ici chez nous reste encore confuse vu la position inconnue de certains belligérants, soit qu'il peut y avoir la paix ou soit l'éclatement éventuel d'une autre guerre.

A cet effet, nous préconisons ce qui suit :

- Faire des descentes auprès des belligérants pour savoir leur position actuelle et analyser ensemble la situation et faire une projection de l'avenir de notre région. Mener un lobbying auprès des belligérants pour qu'ils s'impliquent davantage et respecter les accords de Pretoria au niveau de la base en assurant la sécurité des biens et des personnes, au respect des droits humains et l'encouragement des initiatives locales de développement pour une assistance effective à la population sinistrée par la guerre.
- Dénoncer et décourager les actions et initiatives mises en place par des semeurs des troubles en vue de renforcer notre sentier de paix dans nos milieux respectifs.
- Accentuer la participation de la femme au processus de paix au niveau organisationnel et à la base.
- Demander à l'opinion internationale de faire pression aux belligérants qui maintiennent des milices étrangères et collaborent avec eux à leurs des armements et rapatriement forcé.
- Démobilisation et coalition avec les centres acteurs de la société civile oeuvrant pour la paix (Eglises, Mutualités, leaders locaux, réseaux et au plates -formes au niveau local, régional, national et international.

## **I.2 Axe BUSHI**

### **a) Contexte**

- Présence des groupes armés à intérêts divergents et aux agenda cachés à la population. Il s'agit de : RCD – ANC, M40, FAC, Mayi- Mayi , Padiri, FAP, Groupe de FOCA Mike, F.D.L.R., ALIR, Groupe de Rasta, etc.
- Des cas de violation massive des droits humains tueries, massacres, vols, viols, violences faites aux femmes, filles et aux hommes, tortures, traite des hommes et femmes.
- Attaques intempestives des villages voisins du PNKB à Ngweshe et Kabare par des hommes en armes.
- Crise de confiance : les communautés se soupçonnent mutuellement et tendance au règlement des comptes.
- Déplacement massif et par endroit des populations (des localités et groupements voisins du PNKB et autres forêts surtout les hommes et filles) malheureusement non assistés jusque là.
- Fermeture des écoles, Eglises et Centre de Santé par endroit (Kaniola, Burhale, Mulamba, Mushinga, ...)
- Inaccessibilité à certains endroits considérés aujourd'hui comme des zones rouges ou opérationnelles : Kaniola, Mulamba, Ninja, Kalonge, Nzibira, etc.
- Méfiance et/ou conflit non ouverts entre les différentes communautés à la suite des attaques du RCD à l'endroit des M40, cas de conflit latent Kabare -Ngweshe

### **b). Les acteurs et ou les synergies :**

Les synergies qui opèrent dans la région du Bushi sont notamment : Union Paysanne pour le Développement du Bushi, en sigle UPDBU . Synergie Vie, MESEP, les Eglises et les Noyaux de la Société Civile

### **c) Les activités et les approches utilisées.**

- Des sensibilisations pendant les contacts avec les belligérants.
- Education à la paix sous forme de semaines et campagnes.
- Des actions de règlement pacifique des conflits : négociation, médiation, arbitrage, ...
- Démobilisation et réintégration des Ex-M40 (enfants et adultes ainsi que les « local defense».
- Action de dénonciation des cas de violation des Droits humains.
- Des lobbying, des activités en synergie même s'il existe trop peu de synergies au Bushi .
- Des actions de dénonciations, de lobbying, d'arbitrage, de pacification et d'éducation à la paix.

#### **d) Résultats et quelques évolutions.**

- Actuellement la population préfère régler les différends à l'amiable que de recourir aux cours et tribunaux.
- Acquisition par la base des capacités de dénonciation, et de lobbying.
- La création d'une milice à Kabare a été découragée.
- Plusieurs ex-M40, local defense ont été démobilisés et réinsérés dans la vie socio-économique ou professionnelle.

#### **e). Perspectives.**

- Des ateliers de réflexion entre acteurs impliqués pour la paix et la sécurité au village.
- Education à la paix et la cohabitation pacifique entre les communautés.
- Démobilisations + réintégrations socio- professionnelles des ex-M40, enfants soldats, local defense.

### **I.3. Axe BUNYAKIRI WALIKALE**

#### **a) contexte**

A Bunyakiri, trois périodes sont soulignées :

- a) La période de l'AFDL où le mouvement katuku du Nord kivu arrive à influencer les gens à Bunyakiri autour de l'action de résistance Maï Maï.
- b) Avec l'avènement du RCD, les maï maï continuent à résister avec quelques alliances avec les interahamwe, soit disant pour lutter contre l'ennemi commun.
- c) Au troisième moment, le commandant Padiri se solidifie et s'installe à Shabunda

entraînant ainsi des conflits entre les populations de Shabunda

Une duplication des chefs coutumiers pour chaque entité ; un chef reconnu par le Maï Maï et un autre reconnu par le RCD. En outre, il s'est fait remarquer un enrôlement massif de jeunes dans le mouvement maï maï (enrôlement forcé) et d'autres dans l'armée du RCD. A part la détérioration des infrastructures sociales, on a remarqué aussi le piétinement de us et des coutumes du milieu car le pouvoir a quitté les mains des vieux pour se retrouver dans le mains de la jeunesse qui a des armes.

En date du 2 octobre 2002 les maï maï s'installent à Bunyakiri. La PADEBU, grâce à la philosophie d'écoute d'analyse et de réconciliation, réunit toute la population afin d'arrêter des voies et moyens pour éviter le pire. La vie reprend et tout le monde de toutes les deux tendances (RCD et maï maï) rentre chez lui et vaque à ses occupations. Une certaine quiétude se fait vivre pendant plus de sept mois malheureusement elle sera troublée au mois de Mai alors qu'on venait de signer les accords de Sun City

- Les campagnes de sensibilisation pour le retour volontaire des réfugiés Rwandais civils et militaires.
- Des rencontres pour solliciter aux militaires maï maï de se désolidariser des groupes armés étrangers.

A Walikale, après le retrait de l'Armée Patriotique Rwandaise, le contexte fut caractérisé par les éléments suivants :

- a) Affaiblissement de l'armée du RCD dû au retrait de l'APR ;
- b) Occupation de tout Walikale par les Mai-Mai.
- c) Création de deux noyaux opérationnels de la Société civile (à Walikale et à Goma).
- d) Reprise des attaques généralisées par le RCD et reprise du contrôle de Walikale.
- e) Exacerbation des conflits intercommunautaires, cas des conflits Hunde-Nyanga à Pinga.

## **b) les acteurs**

Les synergies qui agissent à Bunyakiri sont surtout les organisations de la Société civile organisées au sein de la Plate- Forme PADEBU.

## **c) Les activités et les approches utilisées**

Elles ont portées sur :

- Les campagnes de sensibilisation pour le retour volontaire des réfugiés Rwandais civils et militaires.
- Des rencontres sollicitées aux militaires maï maï à se désolidariser des groupes armés étrangers.
- Des réunions sur la réunification de la population du territoire de Bunyakiri à travers des rencontres entre leaders et chefs locaux des diverses tendances politiques opposées. (RCD et maï maï) présents sur terrain.
- Des contacts pour le plaidoyer
- Des comités de crise pour des rencontres avec les autorités afin de débattre de la sécurité de personne et de leurs biens.
- Des enquêtes sur les volontés de rapatriement des réfugiés rwandais et burundais en territoire de Bunyakiri ont été contactés 18 groupes (14 civils & 4 militaires).
- Organiser une arrivée ordonnée des mai mai.
  - Les informer sur l'état de lieu (retrait des rations auprès des chefs locaux), ressortir la neutralité de la population.
  - Vulgariser le message de pacification du général (cessez-le-feu) en encourageant l'esprit de paix et de cohabitation.

- Eveiller le respect de personne et de ses biens (éviter les exactions, les viols, les pillages et les règlements de compte.
- Vulgariser le message de pacification de la PADEBU, de la société civile du Sud- Kivu et celui des Eglises de Bukavu.
- Informer les autorités provinciales du RCD de l'état de lieu de Bunyakiri, sur la présence et l'arrivée des mai-mai sans encombre, sur le reflet de l'esprit de conciliation des mai mai (acceptation des agents installés par le RCD à Bunyakiri).

- Faciliter l'accessibilité des ONG Internationales et autres visiteurs étrangers à Bunyakiri

#### **Les approches utilisées ont consisté en des :**

Contacts directs et indirects, réunions, évaluation ,débats contradictoires ,formations  
Enquêtes et le dialogue.

#### **d) Les résultats obtenus**

-Avec tout cela, il s'est installé à Bunyakiri, un esprit de paix et de réconciliation qui s'est manifesté par exemple par la libération d'un employé de l'IMC accusé d'être espion du RCD, tout simplement parce qu'il avait la morphologie tutsi.

-Rétablissement d'un climat de paix à Bunyakiri lors du départ de l'APR et l'arrivée des mai-mai (faction PADIRI

-Changement de l'état d'esprit et de comportement de la population.

-Acceptation du pardon mutuel par la population

-Changement de comportement de la population ayant vécu dans les 2 camps, (MM et RCD) ;

-Retour de la population déplacée.

-Cohabitation pacifique de la population et des militaires mai- mai.

-Le travail effectif des ONG nationales et Internationales sur le terrain (Bunyakiri).

-Contact RCD et mai- mai jusqu'au dialogue.

-Acceptation facile aux commerçants venant même des coins occupés par le RCD.









- Organiser des séances d'animation à Pinga, côté Masisi et Walikale en multipliant les échanges entre les leaders locaux ;
- Renforcer les organisations impliquées dans le processus de restructuration de la société civile Nord-Kivu sur toute l'étendu de la province et surtout en commençant par la base (Résoudre le problème d'appellation « Grand- Nord et Petit- Nord ) ;
- Intégrer des femmes et jeunes dans les actions d'éducation à la paix et au développement ;
- Mettre en place des structures de la société civile de la base au niveau provincial et national.

## **I.6. Axe LUBERO-BENI**

### **a) Contexte**

le départ des troupes étrangères, le retrait des éléments du MLC et l'avènement du relais entre Kinshasa et Beni avaient motivé la lente réconciliation des factions Mai Mai avec l'armée du peuple congolais (A.P.C.). Certains maquis se sont donc vidés et les populations ont pu retrouver leurs champs. De même l'arrivée des troupes gouvernementales avait permis la démobilisation de certains enfants -soldats Mai- Mai au moment où les FAC avaient initié le camp d'entraînement de MNGANGO pour leur insertion dans l'armée régulière.

Malheureusement, les autres mouvements rebelles n'ont pas évolué dans la même logique de la paix et de la réunification et le RCD-K/ML devra payer de sa témérité.

Tout commence à basculer lorsque les troupes du RCD-K/ML par le Nord MAMBASA sous l'opération dite « Effacer le tableau » qui se caractérisera par une violence inédite et par le cannibalisme dirigé spécialement contre un peuple paisible, le pygmée.

La dernière tentative pour décapiter le RCD -K/ML a été initiée par le RCD- Goma et l'APR au Sud du territoire de Lubero. Du 08 juin au 22/06/2003, ces troupes appuyées par le « local defense » du gouverneur SERUFULI se sont emparées des localités suivantes : KANYABAYONGA, KAYNA, KIRUMBA, KASEGHE, LUOFU, MIRIKI, MUHANGA, BUNYATENGE, BINGI, KITSOMBIRO, LUBERO, MULO, LUKANGA et RWESE.

Les conséquences de nouvelles attaques du RCD/Goma à Lubero sont très nombreuses : exacerbation des préjugés interethniques ; poursuite des pillages des fermes, boutiques maisons et violation massive des droits de l'homme ; existence de beaucoup de déplacés en plus de 363000 en provenance de l'Ituri. Et pour ce, il n'y a aucune assistance humanitaire ; coupure des paysans de leurs champs ; perturbation des activités scolaires et traumatisme des finalistes ; inaccessibilité aux groupes de base par les ONGs. On peut signaler aussi la présence des Hema éleveurs armés dans le parc national de Virunga et de la menace sur la population et l'environnement.

## **b) Les acteurs**

Les grandes synergies de cette région sont notamment le réseau WIMA (50 organisations y compris les institutions d'enseignement, les églises, la FEC,...); GADHOP avec 16 organisations les sociétés civiles de Beni et de Lubero.

## **c) Les activités réalisées et les approches utilisées**

Face à cette situation la société civile n'est pas restée les mains croisées. Elle a organisée les activités suivantes :

- La création d'une troisième coordination de la société civile au Sud du territoire de Lubero pour les cités de Kirumba, Kayana, Luofu, Lubanga, Bingi, Kanyabayonga et Kitambiro ; elle a été suscitée par la situation particulière d'insécurité imposée par la présence des Interhamwe et les infiltrations successives des troupes du RDC/GOMA et , de l'APR.
- Formation (Réseau .WIMA) ;
- Monitoring des violations des droits de l'homme (SADHOP/BL) ;
- Monitoring des mouvements des troupes armées et milices (GADHOP) ;
- Activités de lobbying (Société civile) ;
- Concertations d'analyse de la situation (GADHOP/BL) ;
- Structuration de la Société civile avec l'appui financier du COSI (Réseau WIMA) ;
- Education à la paix et à une culture démocratique :
  - Bulletin (GADHOP/Beni – Lubero) ;
  - Radio (coordinations société civile à Beni et à Butembo

## **d) Les perspectives**

- Œuvrer pour le retrait rapide des troupes d'occupation du Sud-Lubero ;
- Plaider pour une aide humanitaire d'urgence pour les populations sinistrées du Sud-Lubero et de l'Ituri se trouvant en Beni-Lubero.
- Intensifier des actions concrètes d'éducation à la paix et à une culture démocratique pour contourner les manipulations politiciennes en tenant compte de l'approche « gender ».
- Lutter contre l'impunité en condamnant clairement les « politiques ethnocentriques ».
- Envisager des concertations interprovinciales pour des actions communes d'éducation à la paix, allusion faite ici à la présence de HEMA, NGITI et l'EVEDU dans les villes de Beni et de Butembo, tous désireux de retourner dans un Ituri pacifié. Leur cohabitation Pacifique en Beni-Lubero peut être capitalisée pour des actions à poursuivre en Ituri.
- Surveiller les agissements des acteurs politiques de la transition pour barrer la route au retour à la case de départ.

### *Conclusion partielle*

En guise de conclusion sur le contexte, il y a lieu de noter les troubles généralisés qui ont touché tous les axes. Il y a aussi la présence des groupes armés partout et surtout les milices étrangères qui font rage partout où elles se trouvent.

Selon les axes, des faits très marquant sont entre autre, la traite des femmes au Bushi, les hostilités et destructions qui se poursuivent à Lubero, la haine et la non- cohabitation pacifique entre Babembe et Barega à Mwenga. Par ailleurs, il y a cette accalmie relative à UVIRA et FIZI, le retour massif des réfugiés congolais de MASISI, les grandes synergies dans la région de Beni – Lubero et de Goma, etc. On ne saurait oublié la spécificité de production des supports pédagogiques par les acteurs de paix au Nord-Kivu, les contacts avec les belligérants au Sud- Sud (Fizi- Uvira), les synergies spécifiques Eglises et Confessions religieuses à Uvira et à Goma (COPAH et CODHOP).

*Quant aux actions menées par les différentes synergies et / ou organisations ,elles présentent beaucoup de similitudes, en dépit de quelques cas différents ; elles ont porté sur :*

- **Les concertations ;**
- **Lobbying, monitoring, dénonciations ;**
- **Les ateliers ;**
- **Education à la paix ;**
- **Les médiations ;**
- **Les travaux intercommunautaires (surtout à Masisi – Rutshuru - Goma) ;**
- **La production des outils d’animation ((surtout à Masisi – Rutshuru - Goma)) ;**
- **L’animation et sensibilisation (y compris par la radio (surtout à Beni - Lubero) ;**

*Pour les perspectives, on peut retenir que les participants ont proposé surtout :*

- **Des descentes vers les belligérants**
- **L’assistance aux victimes et aux déplacés**
- **L’implication intensive dans le rapatriement des milices étrangères.**
- **Des actions intensives de désarmement et d’intégration des groupes armés nationaux**
- **Mener des actions intercommunautaires de développement (réouverture routes, marchés, autres activités d’intérêt commun,...)**
- **Impliquer le « grand- nord » dans les activités accompagnées par IVP .**

## CHAP. II. EXPOSES THEMATIQUES

### II.1. LA SOCIETE CIVILE DU NORD-KIVU DANS SON ROLE

D'ACCOMPAGNATEUR DE LA BASE  
*Par MUHONGYA KATIKATI Jean-Marie,*

Partant du rôle la Société Civile on peut dégager quelques pistes en filigrane à travers trois petits points :

- a) Où et pour qui la Société Civile du Nord- Kivu intervient-elle ?
- b) Quel est le rôle joué par la Société Civile du Nord- Kivu pendant les différentes phases du dialogue Inter congolais ?
- c) Suggestion de nouvelles pistes à privilégier pour une meilleure implication de la Société Civile pendant la période de transition.

Certaines organisations de la Société Civile ont conclu à la nécessité de procéder à l'identification des "noyaux" de la Société Civile, c'est-à-dire : des centres ou des localités déjà sécurisés (ou sécurisables à court terme) ; accessibles pourvus de ressources de base, c'est-à-dire là où la population locale et/ou déplacée peut produire et couvrir au moins une partie de ses besoins alimentaires ; avec possibilité d'y assurer des services d'appui (enseignement, santé, organisations locales) ; des centres et des localités et sans parti pris sur l'ensemble du territoire touché, entre différentes ethnies, couvrant l'ensemble des couches sociales. Ainsi, dix-neuf noyaux ont été identifiés sur l'ensemble de la Province. Ces noyaux constituent les points focaux ou points de chute des actions de la Société Civile.

A la suite de plusieurs rencontres dans les noyaux, dans les villes et les grands centres et la tenue d'un atelier à Goma du 19 au 20 septembre 2001, les organisations de la Société Civile ont constitué le contenu du cahier de charge en vue du Dialogue Inter- Congolais et de la paix. Une vingtaine d'Organisations de la Société Civile du Nord- Kivu réunies le 23 mai 2003 à l'Hôtel Ishango de Goma ont arrêté un programme comprenant les activités suivantes :

- Mener des campagnes de sensibilisation et d'éducation à la paix et l'éducation civique et ou la participation citoyenne ;
- Vulgariser les textes qui régissent la transition ;
- Eduquer la population sur les procédures électorales ;
- S'impliquer dans le processus démocratique ;
- Mettre sur pied une Société Civile stable et acceptée par tous ;
- Créer des cadres de concertation et de réflexion des différentes institutions citoyennes de la Société Civile pour des actions concrètes. Les concertations seront progressivement étendues à d'autres composantes;

-Faire des synergies avec les Sociétés Civiles d'autres provinces du pays, de la sous région et d'autres pays. Il faudra créer dans la province du Nord- Kivu les 5 commissions d'institutions citoyennes dont : La Commission électorale indépendante ; Haute autorité des médias ; La Commission Vérité et Réconciliation ; L'observatoire national des DHO ; La Commission de l'éthique et de lutte contre la corruption.

### *En guise de Conclusion*

Pendant la période de transition et au-delà, il faudra ouvrir toutes les possibilités de dialogue démocratique, développement participatif sans obédience idéologique ou de coterie avec tolérance et responsabilités civiques et cela en nous débarrassant nous-mêmes de la culture passive.

A l'issue de cet exposé, on a retenu deux préoccupations de fond qui devraient être approfondies :

- 1) Recentrage des idées sur la vision commune au sujet de la société civile. Quel est l'état actuel de la société civile et qu'est-ce qu'on voudrait qu'elle soit pendant la transition ?**
- 2) La société civile dans la gouvernance et le questionnement consécutif. Qu'en est – il de ceux qui partent ? Et ceux qui restent, que doivent – ils faire ?**

## II .2. ROLE DES CONFESSIONS RELIGIEUSES DANS LA PACIFICATION.

*Par M. IBRAHIM de la CODHOP.*

Les écritures évangéliques justifient la nécessité pour les confessions religieuses de prendre leur responsabilité au lieu de « rester silencieuses devant les maux ».

« Face à la situation désastreuse que connaît le pays, les confessions religieuses doivent jouer leur rôle de pacifiste en :

- Prenant conscience de la mission prophétique à laquelle Dieu les a appelées, celle de se remettre debout et marcher activement dans la recherche de la pacification ;
- Prenant solennellement l'engagement de promouvoir la paix intégrale car il serait pour les confessions religieuses irresponsables de penser que la recherche de la paix dans notre pays est l'œuvre des autres ;
- Créant des cellules de base, à l'exemple de la CODHOP, animées par des personnes de vocation et non de fonction ;
- Se libérant de la peur avilissante et qu'elles prennent en charge la défense de leurs droits ;
- Passant de la parole à l'acte ;

- Conscientisant et sensibilisant la base à la reconstruction de la paix à travers des actions, des ateliers de réflexion et prédications libératrices actives et non passives. »

Les confessions religieuses du Nord- Kivu font tout avec l'aide des partenaires pour que la CODHOP travaille essentiellement à la base.

### II.3. ROLE DE LA FEMME DANS LES ACTIONS POUR LA PAIX

*par Delphine ITONGWA et NZIGIRE RUKATA.*

Prenant la première la parole, Delphine ITONGWA a brossé l'ensemble d'activités que les femmes ont mené au Nord- Kivu. Le point fort de son exposé a porté sur la participation des femmes du Nord- Kivu au Dialogue Inter congolais, notamment au sujet du cahier des charges et surtout le comité de suivi des travaux de Sun- City, Pretoria et autres.

Dans les perspectives, Delphine a souligné :

- Le renforcement des actions citoyennes de paix déjà amorcées ;
- La consolidation des compétences des femmes en matière de résolution des conflits ;
- La réalisation des actions concrètes de grande envergure par les femmes.

Mme NZIGIRE RUKATA a commencé aussi par brosser d'abondantes activités menées par les femmes au Sud- Kivu y compris également la grande participation et l'accompagnement des travaux du DICO. On peut souligner aussi ces tentatives de rencontrer les belligérants ainsi que la grande campagne de lutte contre les viols et violences faits aux femmes ainsi que les concertations sous régionales qui ont eu lieu à maintes reprises entre les femmes congolaises du Sud- Kivu, du Nord- Kivu avec celles du Rwanda et du Burundi, et cela dans le but de faire un lobbying sur la question de la paix dans la Sous Région de Grands Lacs

Comme perspectives d'avenir, elle a souligné entre autres que :

- Les femmes doivent prendre courage et soutenir les autres femmes qui aspirent aux grandes responsabilités dans le pays ;
- Les femmes doivent s'impliquer dans la recherche-action pour la problématique femme en rapport avec la transformation des conflits, la transition, la démocratie ;
- Les femmes doivent encourager et renforcer le travail en synergie afin de lutter entre autres pour un changement de perception positive de soi ;
- Les femmes victimes des viols et violences doivent s'ouvrir des voix pour être actives dans la recherche de la paix durable et intégrer tous les organes de négociation.

**Au sujet des femmes et des confessions religieuses, la question de fond est ainsi formulée : « Qu'est-ce qui a été fait et qu'est-ce qui devra être fait pendant la transition ? »**

**Quid de la compétitivité que doit manifester la femme pour une meilleure implication ?**

#### II.4. ROLE DE LA JEUNESSE DANS LA CONSTRUCTION DE LA PAIX.

*Par Bruno BAHATI / COJESKI*

Parmi les points forts de l'exposé, on peut retenir les 4 niveaux de clivage de la jeunesse :

- La jeunesse révoltée et instrumentalisée utilisée pour l'accompagnement des guerres ;
- La jeunesse désintéressée versée dans la drogue, l'alcoolisme et qui constitue un jardin pour la 1<sup>ère</sup> catégorie ;
- La jeunesse embarrassée, sans position ou ayant des positions contradictoires selon les moments et les événements ;
- La jeunesse engagée consciente de sa responsabilité qui est malheureusement minoritaire.

Après avoir présenté les activités menées par les femmes, les résultats, les approches, les difficultés, on peut retenir les grands défis proposés par l'intervenant et sur lesquels on peut fonder les perspectives pour la jeunesse :

Consolider et encourager les groupes de réflexion à échanger, partager et travailler à la base ; renforcer la sensibilisation sur l'importance de la paix et la place de la citoyenneté responsable.

Pour ce faire, il faut : militer pour l'avènement de la démocratie réelle en R.D. Congo ; toucher tous les territoires en commençant par les plus enclavés et les moins animés à ces jours ; renforcer les capacités des leaders des jeunes afin qu'ils prennent en charge leur devenir.

Parmi les principaux éléments critiques, on peut retenir : peu de rayonnement de la jeunesse à la base, à l'intérieur ; avoir mené des activités peu porteuses (ex : la jeunesse estudiantine qui reste irresponsable alors que plus formée et plus éduquée, ...).

Il y a des problèmes pour l'action de la jeunesse : l'accessibilité à l'arrière pays, aux territoires éloignés ; l'insécurité généralisée ; l'emploi avec la question du chômage, à la base de l'oisiveté et de la manipulation facile ; le nonaccès à la scolarité et même déscolarisation de la jeunesse, un fléau !

**Parmi les principaux éléments critiques, on a retenu :**

- Peu de rayonnement de la jeunesse à la base, à l'intérieur ;
  - Avoir mené des activités peu porteuses (ex : la jeunesse estudiantine qui reste irresponsable alors que plus formée et plus éduquée, ...).
- Il y a des problèmes pour l'action de la jeunesse :
- L'accessibilité à l'arrière pays, aux territoires éloignés /+ insécurité.
  - L'emploi avec la question du chômage, à la base de l'oisiveté et de la manipulation facile.
  - Le non- accès à la scolarité et même déscolarisation de la jeunesse, un fléau !

**II.5. LA RECHERCHE ACTION DANS LA CONSTRUCTION DE LA PAIX**

*Par Léopold RUTINIGIRA, de Pole Institute.*

Il y a nécessité à comprendre pourquoi et comment faire la recherche-action. La stratégie est justifiée par l'intérêt qu'il y a à mieux identifier les problèmes, cibler les actions à mener et mieux définir les résultats à atteindre. Ainsi l'évaluation des projets et des programmes se fait de façon critériée et la mesure de l'impact est rendue heureuse.

Pour cela, il y a plusieurs méthodes, techniques et approches de la recherche-action. On peut présenter le schéma général en douze points :

- 1°) La définition de l'objet de la recherche et l'étude des moyens matériels.
- 2°) La préparation générale de l'enquête ou pré-enquête ;
- 3°) La définition des objectifs et des hypothèses.
- 4°) La détermination de l'univers ou population.
- 5°) La détermination de l'échantillon / Echantillonnage.
- 6°) Le choix des techniques à utiliser et la rédaction du projet de questionnaire.
- 7°) Le pré-test ou mise à l'épreuve du projet de questionnaire.
- 8°) La rédaction définitive du questionnaire.
- 9°) Le choix du mode d'administration du questionnaire.

10°) Le dépouillement et le codage des résultats.

11°) L'analyse des résultats en relation avec les objectifs.

12°) La solution des problèmes de la rédaction du rapport et la publication des résultats.

Néanmoins, il ne s'agit pas de suivre une démarche strictement scientifique.

Les principales expériences que Pole Institute a réalisé à partir de la recherche-action sont entre autres : la violence dans les milieux scolaires à Goma ; l'impact des micro-crédits sur les économies des ménages ; les violences sexuelles faites aux femmes.

D'autres recherches ont été réalisées autour de l'exploitation des ressources naturelles de la R.D. Congo (coltant du Nord- Kivu ; Pétrole – Ituri).

Tout ce travail se réalise en collaboration avec les partenaires spécialisés dans l'un ou l'autre domaine.

## II. 6. L'EDUCATION A LA PAIX

*Par MURHEGA MASHANDA*

La communication prend racine à partir du contexte du symposium international sur l'éducation à la paix qui a été organisé par ECC – RIO – NPE. Des enquêtes préalables avaient été menées et le symposium a réuni 129 participants.

L'éducation à la paix devrait être comprise comme une éducation à la maîtrise des conflits et des violences. Il s'agit de développer des comportements d'initiative, d'autonomie, de solidarité, de sens critique. Ce qui est visé en définitive, c'est la connexion sur soi-même, la connexion sur autrui, la connexion sur la nature, les choses.

Pour cela, il faut développer des compétences interpersonnelles, des compétences sociales sous forme des qualités qu'on peut ainsi résumer : qualité liée à la sphère privée, personnelle (confiance en soi) ; qualité de réconciliation avec soi-même ; qualité de savoir vivre ensemble ; qualité de savoir cohabiter.

Les indicateurs de l'éducation à la paix sont surtout la prise de responsabilité, la co-responsabilité, la cohésion sociale, la culture sociale et la compréhension des autres.

Le RIO (Réseau des Innovations Organisationnelles) utilise une approche intégrale de l'éducation à la paix qui touche les enfants scolarisés et non scolarisés, les adultes

à l'école et en dehors de l'école, la formation des formateurs, les églises et le travail en synergie.

Pendant les travaux la méthodologie du symposium a tourné autour des aspects suivants: Séances plénières ; exposés d'orientation ; synthèses matinales ; méditations culturelles ; méditations spirituelles ; échos du symposium ; agenda thématique des groupes thématiques ; recueil et analyse des attentes et des craintes ; groupes thématiques ; groupes sectoriels permanents ; journal mural ; agenda d'apprentissage ; cahiers des leçons pour les groupes permanents ; cahiers des leçons pour les organisateurs ; foire d'exposition ; etc.

Les principaux résultats exploitables dans l'avenir sont: recueil des expériences pertinentes ; axes pour l'élaboration d'un guide de formation ; orientation pour un curriculum d'éducation à la paix (pour les jeunes, pour les acteurs professionnels) ; cahiers des leçons (agenda d'apprentissage et de recherche) et d'engagement ; mécanismes de collaboration ; développement de la culture d'écriture, de lecture, d'écoute, de dialogue ; etc.

**Leçons tirées par rapport aux résultats sont la compréhension de la complexité de la paix sous l'angle de « vivre ensemble » et la complexité de l'éducation à la paix vue sous l'angle d'apprentissage à vivre ensemble, d'apprendre à apprendre à vivre ensemble et la re-confirimation de l'approche intégrale de l'Education à la paix.**

## II.8. ROLE DES MEDIAS DANS LA CONSTRUCTION DE LA PAIX.

*par Eric KAJEMBA de Radio Maria*

La presse est d'une grande importance à côté des autres acteurs pour la construction de la paix et la formation de l'opinion publique. Mais il est évident que les médias peuvent autant être un instrument attisant les conflits, comme l'expérience l'a démontré dans la région et à l'Est de la RDC (cfr certaines émissions de la RTNC).

La Radio Maria organise des programmes relatifs à la construction de la paix qui occupent 40 pour cent de l'ensemble des programmes avec pour objectifs : informer, former et conscientiser les populations à une culture de paix et à une conscience citoyenne qui repose sur les valeurs républicaines.

On peut aussi saluer l'existence de deux réseaux à l'Ouest et à l'Est qui réunissent les médias communautaires pour la lutte pour la paix dans le pays : L'ARCO et le RATECO

En terme de perspectives ;

- Les hommes des médias doivent mettre la main à la patte pendant ces deux années de transition pour obtenir une presse libre et indépendante ;
- Le législateur devrait voter une loi propre aux médias de type communautaire pour éviter la confusion de la loi 96-002 qui ne fait pas de distinction avec les médias officiels ;
- L'organisation des radios-club dans tous les coins par une radio est une stratégie importante pour évaluer le feed-back mais aussi important rapprocher la radio et ses auditeurs.

Mais on peut constater le fait que lesdites radios se limitent aux contours des milieux urbains et n'arrosent pas la base. **Un grand débat est engagé autour du questionnement en rapport avec les lignes éditoriales ;**

**-Est -ce que les médias communautaires ont l'indépendance voulue pour travailler à la transformation des conflits et la paix ?**

**Il y a aussi la problématique de l'éthique et surtout du professionnalisme des animateurs de**

**Ces médias en rapport avec la construction de la paix.**

**-L'autre question est de savoir comment ces médias gèrent l'opinion, est-ce qu'elles ne peuvent pas avoir tendance à se servir d'une opinion précise, etc.**

## II.8. BESOINS EXPRIMÉS PAR LA BASE

*Par Nono MWAVITA RUGENGE / IVP*

Il s'agit ici des besoins exprimés par la base durant les ateliers organisés dans les différents territoires et qui avaient été formulées sous forme des recommandations. C'est sur base de ces besoins que la plupart des partenaires ont pu élaborer leur plan d'action pour la paix.

### 1) Besoin sur le plan sécuritaire

- Désarmement et rapatriement des forces négatives et retour des réfugiés rwandais
- Arrêt des hostilités entre groupes armés et intégration dans les troupes régulières nationales ;
- DDRRR, cohabitation mai- mai et l'ANC ;
- Bonne gestion et discipline des unités des armées se trouvant dans les territoires ;
- Dénoncer la détention illégale des armes et décourager toute complicité population milices ;
- Entreprendre un dialogue entre la population et les chefs militaires pour faire connaître et respecter le règlement militaire et de la police.

-Dénoncer les cas de violation des droits humains, détention illégale des armes.

2) Besoin de rapprochement de la population, les leaders sociaux et le pouvoir politico administratif et coutumier.

- Collaborer positivement en échangeant avec les autorités sur les taxes, les procédures judiciaires, la gestion des unités de l'armée dans les territoires, les rôles des chefs coutumiers
- Faire participer les leaders sociaux aux décisions qui engagent la population
- Bonne gouvernance
- Sensibiliser et faciliter les retours des chefs coutumiers dans leurs entités, ainsi que le retour des populations dans leurs villages
- Assurer l'éducation civique et morale.

3) Par rapport au problème foncier

- Aider les agriculteurs et les éleveurs dans l'arbitrage et la réconciliation
- Vulgariser la loi foncière et œuvrer pour la réforme agraire en R.D. Congo.

Bref, travailler ou œuvrer pour l'amélioration des rapports entre agriculteurs et éleveurs et à l'amélioration des pratiques agropastorales.

4) Réconciliation et cohabitation inter-communautaire et ou interindividuelle

- Education à la paix au niveau de la base
- Acquérir des méthodes de pacification à la base, capacitation des acteurs et de la base,
- Encourager et soutenir les actions de rapprochement inter-communautaire ( jeux culturels, infrastructure)
- Lutter contre les pratiques de diabolisation inter-communautaires, les attitudes de dépravation des mœurs.

5) Besoin de renforcer les capacités d'intervention des acteurs de paix du point de vue médiation, négociation, transformation des conflits,...

6) Implication active de la femme dans le processus de paix ( du point de vue local, national,...)

7) L'aide humanitaire : assister la population en détresse, déplacée, mais adapter l'aide aux besoins locaux en associant les organisations locales qui travaillent dans ce domaine.

- 8) Besoin de valoriser et de renforcer les noyaux de la société civile territoriaux et les antennes de paix ( capacitation en transformation des conflits, en droits humains )

### **CHAP. III. DE L'ACCOMPAGNEMENT DE L'IVP.**

*Par HANS ROMKEMA, représentant de l'IVP en R.D. Congo.*

#### **III.1. LE CONTEXTE**

##### **Situation générale**

Les différents partenaires ont déjà parlé de la situation dans les régions respectives du Kivu. Nous avons vu que malgré les accords de la paix nous sommes encore très éloignés d'une cessation des hostilités entre les belligérants présents à l'Est de la RDC et nous ne sommes pas du tout arrivés dans une situation où la sécurité de la population est assurée et d'une unification dans laquelle la population à la base peut aussi récolter les fruits

Plusieurs accords entre les belligérants, et même la presque installation d'un gouvernement de transition ont été entrepris. Cependant rien ne garantit la paix au Kivu en particulier et en faite nulle part au Congo. Même là où les gens ne sont pas confrontés aux hostilités entre des armées, la paix n'est pas retournée car la paix englobe aussi des aspects de bonne gouvernance, le respect des droits humains, etc.

Nous avons besoin de bien comprendre le contexte pour être en mesure d'orienter nos programmes d'une façon qu'ils contribuent aux solutions des racines du conflit et non seulement aux symptômes ou aux effets du conflit.

Nous remarquons que beaucoup des Congolais pointent de droit, quand ça concerne les racines et moteurs du conflit, vers l'étranger. Pour les uns ce sont les Rwandais et Ougandais, pour les autres ce sont de « Wazungu » qui font qu'il y ait la guerre au Congo. Mais, il y a aussi une reconnaissance que le Zaïre à l'époque, était mal géré et que la mauvaise gouvernance a contribué beaucoup au développement d'un cycle des conflits au Congo. Mobutu est cité souvent comme clairvoyant quand il disait « après moi le déluge ».

Même si le Rwanda est devenu un problème pour le Congo, les racines se trouvent au Congo, et le Rwanda et les autres pays voisins les ont aggravées. Comment pouvait-on expliquer que les voisins, ensemble plusieurs fois plus petits que la RDC, pouvaient entrer au Zaïre et marcher en quelques mois jusqu'à Kinshasa si Mobutu n'avait pas géré son pays comme une

propriété privée ? Aussi, si le Zaïre avait eu un bon système de gestion ça n'aurait jamais été possible que l'ex-FAR soit entrée avec ses armes.

La mauvaise gouvernance a ouvert les portes du Congo, pas seulement aux armées ou milices étrangères, mais également aux pilliers de ses richesses. Le dernier, le pillage, a déjà bien commencé avant les guerres. Si on veut résoudre les problèmes au Congo d'une façon durable il faut aussi et, peut-être même d'abord, régler le problème de gouvernance.

Nous craignons que les accords de paix d'aujourd'hui ne mettent peut-être fin à la guerre, mais n'amène pas la paix, encore moins la paix durable, car la gouvernance continue d'être à un niveau très bas, partout au Congo. Mais, les accords offre quand même un cadre dans lequel les Congolais peuvent créer les conditions dans lequel ils peuvent trouver un meilleur résultat.

Pour y arriver, le gouvernement de transition, les provinces, les territoires, mais aussi la société civile et les églises doivent se mettre au travail pour éviter à tout prix que les causes de la guerre actuelle ne soient pas traitées au risque de rejeter encore le Congo dans un nouveau cycle de violence.

### **La violence actuelle :**

Avant de résoudre les problèmes-racines du conflit, on devrait diminuer le degré de violence auquel on est confronté toujours. Les Mayi-mayi et le RCD s'affrontent dans plusieurs territoires du Kivu. Dernièrement on a vu la guerre entre le RCD-G et le RCD-K-ML. Et il y aussi toujours des nombreux groupes de milices étrangers ; rwandais, burundais et ougandais sur le territoire congolais.

D'abord la violence Mayi-mayi – RCD (sans exclure des affrontements entre le RCD-K-ML et les Mayi-mayi au Grand Nord). Nous estimons que c'est une priorité que ces deux groupes se rencontrent le plutôt que possible pour trouver une façon, pour le moment, de cohabiter sans que la population soit victime de leurs positions divergentes. En même temps, des efforts doivent être fournis pour assurer que les Mayi-mayi seront partie intégrale du processus de paix nationale. L'Institut Vie & Paix et quelques-uns parmi les partenaires travaillent pour cette fin et nous avons le soutien de la MONUC, le TPVM et plusieurs ambassades. Les Mayi-mayi et le RCD sont tous les deux intéressés par ce processus et nous espérons également intéresser le Gouvernement de Transition et en particulier la Commission de Suivi.

Les hostilités au Grand Nord entre les deux RCD sont très inquiétantes en dépit de l' accord signé entre les belligérants. Il y a encore des non-dits et les solutions ne semblent pas encore

durables. Nous pouvons peut-être espérer que le gouvernement de transition, soutenu par les institutions internationales, pourrait prendre des mesures pour atténuer les tensions dans le Nord Kivu. Mais nous pensons que ça peut seulement réussir d'une façon durable si la population est impliquée dans l'identification des problèmes et également dans la recherche des solutions.

Un autre problème est la présence continue des milices étrangères. La MONUC et l'HCR n'ont pas réussi à démarrer le rapatriement à une échelle qu'on perçoit un changement sur le terrain. Et cela, malgré les informations qu'entre autre Synergie VIE a récolté dans la région de Kahuzi Biega où pratiquement tous les civils et pas mal des milices ont exprimé le souhait de rentrer chez eux. La MONUC veut maintenant diminuer ses efforts de rapatriement au profit de la pacification alors que beaucoup des congolais, surtout à l'intérieur, considèrent les milices étrangères comme l'obstacle majeur à la construction de la paix au Kivu.

Nous sommes d'accord avec cette analyse sauf qu'il ne faut plus tomber dans la même erreur qu'avant quand on pensait que le départ des armées ougandaise et rwandaise allait résulter à une paix automatique. Le départ des étrangers créera surtout un climat plus favorable pour la construction d'une paix durable au Congo, mais ça ne sera pas automatique.

A Fizi, Nindja, Bunyakiri et par exemple dans le Lubero nous avons remarqué que les milices continuent, au moins jusqu'à quelques semaines passées, à profiter d'un appui extérieur. Il faudra lutter pour que cet appui cesse de venir, car ça donne du courage aux milices de continuer leur lutte avec les armes. Certains parmi ceux qui acceptaient d'être rapatriés au moment où Synergie VIE faisait ses enquêtes ont après refusé l'assistance de la MONUC après, car une nouvelle dose d'appui les a donné de l'espoir qu'une victoire militaire sera encore possible.

Il faut quand même tout faire pour qu'on arrive à une situation où les milices et les réfugiés acceptent de rentrer chez eux avec l'appui de l'ONU, mais aussi que les agences onusiennes soient prêtes à répondre au besoin de rapatriement. Nous lutons pour qu'ils associent d'avantage les organisations de la société civile à la base, car ces sont les seuls qui peuvent pénétrer dans tous les coins des provinces.

Si les femmes continuent à être violées, si les arrestations ou les exécutions arbitraires ne cessent pas, et que les affrontements perdurent, on aura difficile à s'imaginer qu'on peut construire la paix au Congo.

### *L'étranger :*

#### Les pays voisins d'abord :

Le Rwanda est un petit pays avec un héritage historique extrêmement troublant, mais qui cause aussi des problèmes à ses voisins. Le génocide, l'exode des millions des réfugiés et la réaction de l'APR, particulièrement au Congo, continuent de laisser des blessures énormes au travers la région et en particulière en RDC.

Les Congolais reprochent aux Rwandais d'avoir exporté leur guerre, d'avoir pillé ses richesses et de continuer à se mêler dans les affaires politiques, militaires et économique congolaises, incluant d'être toujours présent sur le sol congolais par son armée ou étant infiltré dans l'ANC.

Le Rwandais reprochent au Congolais de soutenir, ou du moins, de ne pas maîtriser les Interahamwe.

Le Rwanda actuel semble ne chercher non seulement la sécurité au Kivu, mais, comme dans le passé aussi des autres intérêts. Certains pensent que c'est l'annexion qui l'intéresse, d'autres pensent plutôt aux intérêts économiques.

Il y a lieu de penser que les Rwandais cherchent un peu de tout : La sécurité reste un problème et ils n'ont pas confiance que les Congolais s'en occupent. A titre illustratif, il y a quelques semaines passées, nous avons vu des groupes des Interahamwe ou FDLR de passage aux endroits comme Nindja et Bunyakiri. Des individus de ces groupes témoignaient qu'ils venaient du terroir contrôlé par le gouvernement et qu'ils attendaient recevoir un appui à partir de Lubero, surtout du côté ougandais.

Cependant, faisons aussi remarquer que les commerçants rwandais, quelquefois liés à l'armée s'intéressent à faire du commerce au Congo. Et nous sommes témoins que le Rwanda n'a pas encore lâché le RCD.

Sans justifier les relations actuelles, par contre, vous conviendrez avec moi que c'est normal qu'un pays soit intéressé à avoir des relations commerciales avec ses voisins. C'est aussi normal que le Rwanda s'intéresse à la politique congolaise. Même si le Rwanda n'a pas une économie suffisamment forte pour soutenir toute sa population, on peut encore s'imaginer qu'elle cherche comment certains parmi sa population peuvent trouver d'emploi au Congo. Bien sûr, ce qui est vrai pour le Rwanda est aussi le cas pour le Congo. D'ailleurs, même du côté congolais, il y a beaucoup qui travaillent actuellement au Rwanda comme enseignants ou techniciens ; et les commerçants Congolais collaborent avec les Rwandais ou utilisent les infrastructures rwandaises.

Mais tout devrait se faire d'une façon pacifique et en négociant avec les autorités congolaises sans s'imposer par des armes tout en privilégiant la diplomatie et la coopération. Le Congo de sa part devrait s'organiser pour participer à ces cadres en protégeant les intérêts de sa population.

Au regard de tous ces évènements, il est bien claire que la confiance entre les Etats, et à un certain niveau entre les peuples, ne peut pas être rétablie d'un jour à l'autre. La mauvaise organisation de l'Etat congolais est aussi un problème majeur. Mais il faut trouver une façon de rétablir la confiance entre les Rwandais et les Congolais pour quitter ce cercle. Je pense que le gouvernement de transition a un grand rôle à jouer dans ce processus.

Bien sûr, je me réalise que dans le contexte actuel une analyse froide comme ça ne peut pas être appréciée par tout le monde. Après presque sept ans de guerre, les émotions sont montées et font que les discussions surtout par rapport au Rwanda soient sensibles. Je me permets quand même de présenter l'analyse faite ci-haut, car vous êtes des pacificateurs et nous devons trouver ensemble des solutions durables prenant en compte les intérêts de chaque acteur.

Concernant le Burundi et l'Ouganda, la problématique n'est pas très différente de la situation entre le Rwanda et le Congo. L'implication et les intérêts de Burundi sont beaucoup moins prononcés, mais le Congo souffre aussi de la présence des rebelles Burundais. L'Ouganda n'a pas de problème sérieux avec des rebelles, mais, par contre, ce pays cherche surtout des intérêts économiques et pour y arriver, il n'hésite pas de soutenir des chefs de guerre congolais avec n'importe quel programme, avec le seul objectif d'avoir accès aux richesses du Congo.

#### La communauté internationale :

La communauté internationale joue un rôle important dans le conflit et aussi dans la pacification au Congo. Je ne rentre pas dans la période coloniale et même pas à l'époque de Mobutu, car nous savons tous très bien ce qui s'est passé. Les deux époques ont contribué à la division des peuples et les textures sociales. Le gouvernement de Mobutu a, fortement, contribué à la destruction des quelques infrastructures laissées par le colonisateur.

Aujourd'hui la communauté internationale est soupçonnée d'être derrière la guerre ou qu'elle soutient soit l'un, soit l'autre belligérant. Je pense que ce n'est pas vraiment le cas, sauf d'une façon indirecte à travers les pays autres que le Congo impliqué dans la guerre. A l'époque de l'AFDL on a vu que les militaires de la rébellion avaient un peu d'argent, d'uniformes, etc.

Depuis 1998 nous avons seulement vu des militaires en situation déplorable, sauf ceux qui étaient impliqués, en profitant de leurs fonctions ou relations, dans le commerce. Si le RCD a reçu un appui financier ou matériel de l'étranger ils l'ont bien caché, car nous ne voyons que la misère !

Là où la communauté internationale est complice est selon moi surtout à un autre niveau. A part d'être responsable des dégâts fait à l'époque coloniale et ses liens avec le régime de Mobutu, la communauté internationale n'a pas fait assez pour aider les Congolais à trouver des solutions et d'éviter les millions des morts ; victimes de la guerre depuis 1996.

Sans vouloir être exhaustive ou avoir la prétention de les mettre dans l'ordre d'importance, nous pouvons commencer par citer le rôle de la communauté internationale dans l'accueil des réfugiés rwandais tout prêt de la frontière avec le Rwanda, sans exiger ou imposer le désarmement. Après, quand les réfugiés et les milices se sont éparpillés dans la brousse, on n'a pas vu des opérations actives pour, au moins, protéger la population congolaise contre la violence utilisée par ces milices.

Nous n'avons pas vu non plus une même implication au Congo que nous avons témoigné dans des autres pays où la population est moins affectée qu'au Congo et à l'Est en particulier. En l'ex Yougoslavie, l'Iraq, etc. des gros moyens étaient mobilisés, tout à fait justifiés, mais sans rapport avec l'aide très limitée au Congo.

Au niveau des négociations entre les belligérants, la communauté internationale a joué un rôle important. Peut-être même trop important, car au cours du processus de paix on n'a pas souvent eu l'impression que les belligérants participaient avec toute leur volonté. Aujourd'hui c'est trop tôt pour évaluer l'implication internationale, apparemment même décisive, dans les accords de paix, parce que nous ne connaissons pas s'ils vont tenir ou pas. C'est l'avenir qui nous montrera.

Le dernier temps la communauté internationale a quand même mobilisé des moyens financiers, la MONUC, l'aide humanitaire et la coopération bilatérale, s'accumulent à presque un milliard des dollars par an. Malheureusement on ne voit pas encore suffisamment des résultats palpables sur le terrain. Peut-être que ça viendra avec le démarrage du gouvernement de transition ?

### **La gouvernance :**

Malgré l'importance des autres sujets présentés ci-haut, je pense que la gouvernance est le sujet qui porte le plus grand défis à relever par les pacificateurs et les dirigeants. C'est à travers une bonne gouvernance que les Congolais peuvent trouver des voies et moyens d'assurer la justice distributive de la richesse du pays d'une façon équilibrée, de réhabiliter les structures sociales et de défendre les intérêts de sa population en générale. C'est une tâche énorme de changer le système de gouvernance dans un pays où presque toutes les infrastructures sont détruites, où la corruption est généralisée et où les institutions n'ont souvent pas de crédibilité.

Le Congo est un pays qui ne devrait pas avoir besoin d'aide humanitaire ou de développement. C'est un des pays potentiellement les plus riches de l'Afrique et, pourquoi pas, du monde. Mais, pour réaliser le potentiel congolais les dirigeants ont des défis énormes devant eux et ils ne peuvent jamais y arriver si toute la société ne participe pas dans un processus de réforme. Du sommet à la base, on a besoin des réformes et des changements des attitudes.

Si nous nous limitons au niveau des deux provinces de Kivu, nous signalons d'abord que les relations entre la population et l'administration ne sont pas du tout bonnes. Les dirigeants voient la population plus souvent comme d'adversaire que des partenaires et la population ou la société civile conteste l'administration ou les institutions politiques et politisées.

Le gouvernement de transition devrait faire une priorité de l'augmentation de la légitimité de l'administration parce que les représentants du gouvernement peuvent seulement réussir avec son souhait de contrôler tous les territoires si la population les accepte. Pour y arriver, on devrait commencer de chercher les moyens pour payer des salaires de militaires et civiles, mais aussi en sélectionnant les fonctionnaires pour envoyer, ceux qui ne sont pas efficace, à la retraite. Pour éviter des problèmes sociaux, la caisse sociale devrait encore commencer de fonctionner ; peut-être une bonne destination pour une partie des promesses de la communauté internationale ! C'est aussi d'une importance majeure que les personnes dans des postes politiques seront identifiées avec la participation de la population.

En dehors des réformes à l'intérieur de l'administration, le gouvernement, les provinces et les institutions devraient faire une priorité des plusieurs problèmes urgents. Je ne vais pas essayer de faire une liste car vous avez tous participé à des rencontres où vous avez fait des inventaires des conflits et problèmes du Kivu.

Pour affronter ces problèmes et conflits, le gouvernement a besoin d'installer une administration qui est capable de collaborer avec la population. Cette administration doit être capable et représentative ; pas une tâche facile vue la situation actuelle !

La société civile a un rôle important à jouer. Le gouvernement ne peut pas réussir seul et l'approche de la société dans le passé récent, d'être un contre poids, doit évoluer. Le Congo ne va pas avancer si la population à travers la société civile et l'Etat se comportent comme des adversaires. Ca demandera des changements fondamentaux aux deux côtés. Nous allons discuter quel rôle l'IVP et surtout ses partenaires peuvent jouer pour accompagner le processus de transition.

### **III.2. QUELQUES REALISATIONS DU PROGRAMME DE L'INSTITUT VIE & PAIX**

Pour ne pas prendre trop du temps, nous allons nous focaliser sur quelques thèmes principaux. Les thèmes sont choisis selon les priorités de l'Institut :

- Les partenaires
- Le renforcement des capacités à la base
- La recherche – action
- Facilitation

Mais d'abord nous souhaiterions présenter quelques principes conducteurs de tous les programmes de l'IVP dans le monde et suivant les objectifs de l'Institut au Congo.

#### **Principes conducteurs de l'IVP :**

Les convictions qui suivent ont guidé notre travail depuis le début et les expériences accumulées au cours des années tendent à renforcer ces convictions :

- La paix est l'affaire de tout le monde ;
- Une paix durable ne peut être obtenue qu'au sein même d'une société en conflit ;
- Tous les niveaux de la société doivent être impliqués ;
- Le travail de réconciliation est un élément indispensable afin de mettre fin à la spirale de violence ;
- La nécessité de transformation des conflits. L'IVP a choisi le concept de « transformation des conflits » parce qu'il pense qu'il correspond mieux à sa vision du travail qui doit être effectué. Ce concept reconnaît que les conflits existent, qu'ils sont

une réalité de la vie. La transformation des conflits se réfère à un besoin de changement, à des processus de changement positif.

- Changement d'attitude et d'esprit à travers la réconciliation : des sentiments de revanche et de violence vers ceux de coexistence et de paix ;
- Changement dans les structures sociales dans la mesure où une société qui est en guerre depuis plusieurs années a plus ou moins consciemment mis en place un système qui entretient la violence et la guerre ; d'autre part, certains acteurs sociaux ont dû s'adapter, pour poursuivre leurs activités ou même pour survivre, à cette situation de guerre et ont donc pu involontairement renforcer un système néfaste ;
- Les valeurs démocratiques appliquées à un système social ont le plus fort potentiel d'assurer une chance de succès à une transformation réussie des conflits.

En plus, l'Institut a adapté une approche de recherche – action dans tous ces programmes de transformation des conflits, car la recherche – action est une approche rassurant à cause de lien direct entre les activités sur le terrain et la recherche. Avec cette approche on s'assure à tout moment que, d'un part, les actions sont fondées sur les données fiables et d'autre côté que nous soutenons la recherche appliquée, utilisable par les acteurs de pacification.

### **Les objectifs du programme de l'IVP au Congo :**

Il est important de signaler que l'IVP n'a pas de programme pré-défini qu'il devra suivre à la lettre. Tout le travail de l'institut consiste en un accompagnement et un soutien aux activités de construction de la paix des acteurs locaux.

L'ambition de l'IVP est de contribuer à la restauration de la paix et de la justice dans les provinces du Nord et du Sud Kivu de la République Démocratique du Congo. Les objectifs du programme sont :

- D'assister la société civile du Nord et Sud Kivu dans le but d'élargir et de renforcer les efforts de paix locaux ;
- D'encourager et d'assister les églises des provinces du Nord et Sud Kivu dans le développement de leur capacité à jouer un rôle dans le processus de construction de la paix, lequel doit être en proportion de leur influence sur la vie sociale des congolais ;
- D'assister les organisations à la base dans le but d'accroître leur capacité à contribuer à la résolution non-violente des conflits au niveau local ainsi qu'à participer à des plate-formes provinciales et nationales de coordination ;
- De documenter toutes les activités, ainsi que d'entreprendre et de faciliter des travaux de recherche se concentrant sur les causes et les traits spécifiques des conflits, et dont les

résultats, conclusions et recommandations vont influencer le développement des stratégies sur le terrain. Ceci va permettre à l'IVP d'apprendre et de tirer des leçons du travail qui s'effectue, à la fois en vue d'une utilisation immédiate, mais également pour affiner la théorie et la pratique de manière générale.

Un élément important de l'approche sera de s'assurer que les Congolais sont les détenteurs du processus de paix. Ceci sera accompli en assistant la société civile dans le développement de son propre programme de paix.

### **Les partenaires de l'Institut :**

Si nous parlons du programme d'IVP, nous faisons référence à l'ensemble des travaux que nos partenaires font avec l'accompagnement de l'Institut. Pas forcément les activités soutenues financièrement, mais aussi le soutien technique. Pour cela nous commençons le survol de l'année passée avec une analyse des partenaires. Nous profitons aussi de l'occasion pour clarifier certains détails de notre méthode de travail.

Dans sa stratégie d'intervention, l'Institut Vie et Paix privilégie des actions qui visent ou touche la population à la base avec des actions de construction de la paix. Les actions qui impliquent la population comme des partenaires. Et étant donné que l'IVP est une structure internationale, l'Institut ne peut pas atteindre toutes les populations dans le milieu, il intervient à travers les structures locales capables d'œuvrer pour la transformation des conflits.

Il faut aussi dire que l'Institut ne veut pas agir soit même, même s'il pouvait, parce qu'il travaille avec le principe conducteur que « *une paix durable ne peut être obtenue qu'au sein même d'une société en conflit* ». Cela exclut les actions qui ne prônent pas un partenariat au même pied d'égalité.

Les structures avec lesquelles l'Institut collaborent sont implantées au niveau territorial et provincial. Nous vous décrivons avec quel genre des structures, organisations ou plate-formes l'Institut préfère travailler :

#### **AU NIVEAU TERRITORIAL**

La structure doit être un réseau d'organisation de la Société Civile oeuvrant dans le domaine de la transformation des conflits ; une structure souple de coordination d'initiatives d'actions des organisations membres. La structure doit avoir un minimum de capacités ou des

compétences humaines susceptibles de conduire, de mobiliser et d'encadrer les membres ainsi qu'accompagner la population dans les domaines où les organisations oeuvrent spécifiquement pour la paix. Ceci suppose que les animateurs de l'organisation aient des capacités de :

- Maîtriser le contexte socio- politique du milieu.
- Une connaissance suffisante sur les types des conflits, les acteurs clés et les implications.
- Promouvoir la collaboration, la communication entre les membres et les autres structures et acteurs oeuvrant dans le milieu.
- Promouvoir et développer les mécanismes de dialogue avec les acteurs politiques, administratifs et armés opérant dans le milieu.
- Collaborer et coopérer avec les autres structures provinciales ou régionales.

D'une importance majeure est que la structure fasse exécuter les activités et non qu'il exécute soit même ! Et finalement une structure capable de développer des mécanismes favorisant une concertation régulière et permanente entre les membres, les non-membres et les autorités afin d'apporter de solution aux problèmes de la Paix.

Dans les carrefours pendant les jours qui viennent nous allons en discuter encore, mais l'Institut trouve que nous avons réussi tant mieux que mal avec l'objectif de trouver des partenaires sur le terrain qui répondent à nos critères.

Dans certains territoires nous n'avons pas réussi à identifier ces partenaires répondant à nos critères. C'est notamment dans les territoires de Walungu, Kalehe, Idjwi, Mwenga et Shabunda au Sud Kivu où la société civile se n'est pas suffisamment organisée autour de question de la paix. Ça ne veut pas du tout dire qu'il n'y a pas des organisations qui font un travail remarquable, seulement qu'il y a un cadre synergique qui manque. Dans les autres territoires la société civile s'est organisée d'une façon ou d'une autre, et nous en avons des partenaires, les uns mieux répondant aux critères que les autres.

Le Grand Nord est un cas particulier pour l'Institut, car nous n'avons pas été assez sur le terrain pour identifier et accompagner les organisations. Mais nous savons qu'il y a des structures, certains récemment créés, qui rentrent plus ou moins dans nos critères et nous commencerons bientôt à travailler avec eu.

#### ***AU NIVEAU PROVINCIAL***

Au niveau provincial la structure de Paix susceptible de collaborer avec l'IVP devra remplir des critères suivants :

Un réseau ou institution, de préférence de l'ensemble des églises et le monde associatif, de la société civile oeuvrant dans le domaine de la transformation des conflits où la promotion des valeurs démocratiques, organisées en communautés de base ou en plusieurs membres du mouvement associatif.

Une structure à dimension provinciale avec des capacités d'encadrer et de renforcer les membres. Ceci suppose que les responsables ont une connaissance suffisante du terrain et des membres.

Une structure de coordination pour le renforcement de la synergie entre les membres et les non-membres issus des territoires, de capitalisation des activités des membres et de vulgarisation de l'information sur la paix et la sécurité.

Une structure qui capitalise les informations sur la paix, sur les interventions, les expériences de paix et les partagent régulièrement avec ses membres. Elle doit développer les aptitudes pour écouter les membres, travailler pour ses membres et à travers ses composantes servir la population, bénéficiaire privilégiée de nos actions.

Un réseau ou institution capable de réaliser les analyses socio- politiques selon les contextes et proposer aux membres les actions à mener au niveau de la province et au niveau local. Un réseau ou organisation ayant des ouvertures ou capacités de coopération nationale, régionale et même internationale en termes de lobbying et d'autres actions.

Ce n'est pas une organisation d'exécution des programmes, d'activités sur terrain, mais d'appui technique, de catalyseur d'initiatives à la base. Elle peut jouer le rôle d'Observatoire de la société civile dans son ensemble, de prévenir les conflits et des proposer aux membres les orientations, les alternatives etc.

Une organisation susceptible de mobiliser autour d'elle, les capacités internationales de paix oeuvrant dans la province.

Nous sommes désolés de signaler qu'il n'y a pas beaucoup des structures qui répondent à ces critères. Dans les organisations COPARE et le CODHOP nous avons quand même des partenaires qui ont le potentiel de se développer en ce que nous espérons trouver.

Les bureaux de la coordination de la société civile Nord et Sud Kivu pouvaient l'être aussi, mais ils auront besoin de terminer leurs processus de restructuration d'abord. Ils sont surtout

faibles à associer la base dans leurs activités comme conducteur au lieu plutôt que d'être l'objet des activités.

### **Est-ce que nous atteignons la base ?**

Nous avons l'ambition d'atteindre la base depuis le début de notre programme, mais si nous évaluons l'année passée, nous pensons que cet aspect de notre travail n'a pas vraiment réussi. Bien sûr, ça dépend encore de la conception de « la base ». Si on estime que les organisations avec lesquelles nous avons travaillé constituent la base, nous l'avons atteint. Mais pour nous, l'Institut Vie & Paix, la base est plutôt la population et pas une organisation.

L'année passée notre analyse s'est caractérisée, dans notre analyse, par l'identification des structures qui sont proche de la base, et comme nous avons dit ci-haut, là nous avons tellement bien réussi. Nous espérons que pendant l'année devant nous, nous serons à mesure de soutenir les organisations partenaires pour travailler davantage avec la population.

Ce n'est pas pour dire que nous évaluons le travail fait par les partenaires d'une façon négative. Par contre, nous reconnaissons que c'était nécessaire de travailler d'abord avec les structures pour les renforcer et les solidifier pour qu'ensemble nous récoltions des informations qui vont nous aider à mieux orienter le travail avec la base.

Nous travaillons maintenant sur une description des tâches d'un consultant qui nous aidera à développer les matériels et des approches pour le travail au niveau communautaire. Bien sûr, le consultant travaillera avec nos partenaires et nous espérons que vous nous apporterez votre contribution au développement de ces termes de référence du consultant.

### **La recherche – action**

Depuis quelques années, l'Institut Vie & Paix a pris comme décision au niveau du siège que dans le programme de transformation des conflits nous travaillons toujours avec une approche de recherche – action. Par cette décision, mais encore plus par notre propre conviction nous cherchons aussi au Congo à faire une réalité de cette approche. C'est l'approche de recherche – action qui nous amènera à un programme avec des résultats durable. Si on ne fait pas de recherche avant de soutenir les actions ou si on ne fait pas la recherche sur les actions, on risque d'avoir un programme qui s'oriente mal puisqu'il ne prend pas suffisamment en compte les réalités.

La recherche dans ce cadre ne doit pas toujours répondre à toutes les exigences des scientifiques, mais doit surtout servir les actions, les choix des actions et l'ordre chronologique des actions.

L'année passée nous avons soutenu les actions de recherche, mais nous n'avons pas réussi d'intégrer la recherche et les actions à cent pour cent. En même temps, la plupart des organisations partenaires font leur recherche ou récolte d'informations avant de proposer les actions et l'Institut suit aussi l'évolution sur le terrain.

Nous avons soutenu quelques projets de recherche auxquels nous pouvons tirer le profit dans l'avenir. Notamment la recherche d'ADEPAE sur les mécanismes traditionnelles de résolution des conflits ; la recherche de l'ECC sur le conflit au sein de l'église Méthodiste de Fizi – Itombwe peuvent servir dans l'avenir.

Hélène Morvan et Roger Bupiri ont travaillé sur une recherche qui nous a amené des résultats très applicables dans le développement d'un programme de renforcement des capacités à la base et nous le considérons comme un très bon exemple de recherche – action aussi parce que le PADEBU utilise les résultats dans son travail sur le terrain, là où le travail de PADEBU était aussi objet de la recherche.

L'année prochaine nous voudrions introduire les mêmes genres de recherche aussi dans quelques autres territoires et nous avons même proposé d'engager un assistant technique qui accompagnera spécifiquement l'intégration de la recherche-action.

### **Facilitation**

C'est essentiellement depuis le retrait des troupes rwandaises que l'Institut a été impliqué dans la facilitation des contacts entre les Mayi-mayi et le RCD. Les amis du sud ont déjà parlé de leur rôle dans la région d'Uvira – Fizi, je partagerai avec vous quelques éléments de notre implication dans d'autres régions.

L'objectif principal de l'Institut a toujours été d'éviter les affrontements entre les différents groupes armés dans le Kivu. Nous avons défini cet objectif en collaboration avec des partenaires à la base qui luttent pour une cessation de toutes les hostilités dans les terroirs. Pour eux l'arrêt des affrontements était une première condition pour améliorer la vie de la population congolaise et aussi pour faciliter le rapatriement des réfugiés et milices étrangères.

Nous avons considéré que les négociations politiques, différent de l'arrêt des hostilités, devraient se faire dans un autre cadre. Avant le meilleur cadre semblait être le Dialogue Inter-

Congolais en Afrique du Sud, aujourd'hui c'est plutôt à Kinshasa où le Gouvernement de Transition est en train de prendre sa forme.

Nous avons collaboré avec quelques-unes des grandes églises de Bukavu, des associations et des personnes ressources. Et nous les remercions pour cette collaboration.

Malgré tous les efforts fournis, nous n'avons pas encore pu obtenir un résultat satisfaisant. Même si ces négociations ont empêché par moment quelques affrontements qui semblaient être éminente. Ou, dans d'autres cas, que notre facilitation a résulté à obtenir un délai des attaques. Par exemple à Bunyakiri ou le RCD a voulu reprendre les axes principaux depuis longtemps, mais ils ont traîné, ce qui a fait que la population a pu respirer pendant quelques mois et a eu au moins une bonne récolte grâce à cette période d'accalmie.

Maintenant, la situation a changé avec le démarrage de la période de transition. Il y a maintenant un gouvernement incluant toutes les parties signataires des Accords de Lusaka et même des autres y prennent place. Les Mayi-mayi ont quelques positions dans ce gouvernement de transition, mais leurs candidats n'étaient pas retenus.

Nous pensons qu'il faut maintenant s'assurer que les Mayi-mayi se sentiront partie intégrale du gouvernement de transition. Pour y arriver, c'est essentiel qu'ils envoient des délégations à Kinshasa pour discuter les détails de leur participation. J'étais le weekend passé avec les Mayi-mayi du groupe de Padiri, et ils m'ont assuré qu'ils ne cherchent pas des postes supplémentaires à ceux qu'ils ont obtenu dans les assises en Afrique du Sud, mais qu'ils veulent surtout donner leur contribution à la réussite de ce gouvernement de transition.

Nous espérons pouvoir convaincre le gouvernement de transition, la facilitation du processus de paix, la MONUC et quelques ambassades influentes de l'importance d'associer pleinement les Mayi-mayi et ne pas se contenter d'une participation apparente dans laquelle ceux qui sont sur le terrain se ne retrouvent pas.

En plus, l'Institut a été impliqué avec quelques partenaires locaux, comme la Synergie VIE, PADEBU et CAVPA et des partenaires internationaux comme le TPVM (Third Party Verification Mechanism) et quelques ambassades influentes dans le processus de rapatriement des réfugiés et milices. Au travers nos contacts avec les Mayi-mayi nous avons eu la facilité de rencontrer des représentants des réfugiés et milices Rwandais. Nous avons remarqué que c'était possible de commencer le rapatriement, car beaucoup des réfugiés étaient prêts à rentrer chez eux.

L'objectif de notre intervention était surtout d'encourager et de donner confiance à la MONUC que leur mission était possible et souhaitée. Le renforcement de la capacité de la MONUC pour faire face à ce grand défi, depuis janvier 2003, nous a encouragé.

Ce changement au sein la MONUC était partiellement un résultat de notre travail. Un autre acquis était qu'en facilitant le TPVM et en associant le RCD, les Mayi-mayi et le Mudundu-40 nous avons pu contribuer au rapatriement d'aux environs de 200 réfugiés dont la presque moitié était des combattants.

## **CHAP.IV. RESULTATS DES TRAVAUX EN CARREFOURS.**

### **IV.I. CARREFOUR I**

Trois groupes étaient constitués pour s'occuper des questions suivantes :

- 1) Les points communs et pertinents qui peuvent nous amener à des options, à des actions d'ensemble ? Identifier ces actions à la base.
- 2) Le potentiel des conflits possibles avec incidences sur le processus de paix (acteurs, facteurs renforçants, interactions).
- 3) Les grandes questions qui pourront affecter le processus de l'unification pendant la période de transition en R.D. Congo.

Les résultats de ces carrefours peuvent être résumés de la manière suivante :

**Groupe 1:** *Les points communs et pertinents qui peuvent nous amener à des actions d'ensemble à la base.*

1. La duplicité de l'administration :
  - Une administration RCD ;
  - Une administration Mai-Mai ;
  - Le pouvoir coutumier.

Conséquence :L' instabilité de l'administration a des répercussions négatives sur le pouvoir coutumier et la population car le nouvel occupant nomme toujours les antagonistes de la partie adverse. Ce qui est un facteur favorisant le conflit.

2. Présence des groupes armés locaux (Mai-Mai, Masunzu ...) et des milices étrangères. Ceci implique une collaboration entre les groupes armés locaux et les milices étrangères.
3. Tension permanente entre les belligérants.
4. Enrôlement des jeunes dans les groupes armés, y compris même les enfants.
5. La prolifération des armes à feu dans la population.
6. Tracasseries des militaires.
7. Faible collaboration entre les auteurs locaux au niveau de la base.
  - Acteurs locaux – pouvoirs.
  - Acteurs locaux entre eux.
8. Peu d'acteurs de paix à la base.
9. Faible capacité des acteurs de la société civile à être efficace dans le processus de pacification.
10. Faible implication de la femme dans les processus de paix au niveau de la base.
11. Dépravation générale de mœurs.
12. Mauvaise gouvernance à la base.

13. Violations massives des droits humains et déshumanisation de la femme.
14. Conflit interpersonnel, conflit intracommunautaire, et conflit intercommunautaire.
15. Faible collaboration entre les intervenants internationaux oeuvrant en matière de paix.

Pistes de solutions et stratégies.

1. Accompagner la population dans la choix des leaders compétents.
2. Des contacts à mener directement ou indirectement de l'intérieur ou de l'extérieur afin de contacter les leaders des groupes armés.
3. Conscientisation et persuasion des belligérants pour la cessation des hostilités. : Lobbying interne et externe.
4. – Campagne de démobilisation et de réinsertion sociale dans la communauté de base.  
– Campagne contre le recrutement (surtout des jeunes et des enfants).
5. – Lobbying au niveau national et international  
– Prêcher les méfaits de la prolifération des armes à feu à la base.
6. Sensibilisation pour la cessation des tracasseries.
7. Identifier les acteurs et renforcer les actions en synergie à la base.
8. Susciter le goût à s'impliquer davantage dans le processus de paix.
9. Identifier les besoins en formation et former les acteurs de la société civile impliqués dans le processus de pacification à la base.
10. Conscientiser et associer les femmes à toutes les activités de paix à tous les niveaux.
11. Education civique à la base. Education à la paix (couples, jeunesse, ...)
12. Eduquer la population aux notions élémentaires de la démocratie et la gestion de la chose publique.
13. Accentuer la lutte contre l'impunité et vulgariser la déclaration universelle des droits humains.
14. Identifier les conflits et intensifier les rencontres de pacification et les actions intercommunautaires qui favorisent le rapprochement des couches sociales en conflit.
15. Harmonisation des interventions des paix aux niveaux des acteurs locaux et aux niveaux des accompagnateurs.

**Groupe 2** : Le potentiel des conflits possibles avec incidences sur le processus de paix (acteurs, facteurs de renforcement, interactions ...) / Kivu.

<i>Catégorie / Typologie de conflits</i>	<i>Catégorie d'acteurs</i>
1. Conflit foncier	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Chef coutumier – Leader sociaux ;</li> <li>♦ Administration publique (Législation)</li> <li>♦ Agriculteurs et éleveurs.</li> </ul>
2. Conflit de nationalité et connexes.	Administration publique, (Législation) Immigrés-autochtones – Allochtones gouvernement des pays voisins, acteurs politiques.
3. Conflit de gouvernance et de leadership.	Administration publique, société civile, communauté internationale, Leaders politiques, populations ;
4. Conflits confessionnels.	Leaders des confessions religieuses.
5. Conflits idéologiques.	Mouvements politico-militaires, bandes armées (milices étrangères, résistants) Administration publique, société civile, gouvernement des pays voisins.
6. Conflit de pouvoirs coutumiers.	Administration publique, chefs coutumiers, leaders sociaux, société civile, mutuelle.
7. Conflits de travail et de gestion des affaires publiques.	Administration publique, leaders sociaux, société civile, mutualité tribale, mandataires ou gestionnaires publiques.
8. Conflits ethniques et corollaires.	Leaders politiques, certains leaders de confessions religieuses tribale ethnique, milices ethniques, quelques associations.
9. Conflit entre pouvoir coutumier et pouvoir moderne.	Administration publique (Législation) mouvement politico-militaires (découpage territorial), chef coutumier.
10. Conflits frontaliers.	Administration publique (sécurité, immigration, armée, leaders sociaux, militaires, gouvernement
11. Conflits de gestion de ressources naturelles.	Administration publique, opérateurs politiques et économiques, chefs coutumiers, dirigeants militaires gouvernement des pays voisins, multinational.

Rôles joués par les différents acteurs.

<p>1. <u>Administration publique.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Absence des textes de lois</li> <li>◆ Mégestion</li> <li>◆ Incompétence</li> <li>◆ Inconscience, népotisme.</li> </ul>	<p>4. <u>Gouvernements des pays voisins.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Manipulation de certains leaders congolais surtout politiques.</li> <li>◆ Pillage des ressources naturelles et autres.</li> <li>◆ Appui aux mouvements armés.</li> <li>◆ Appui aux mouvements armés.</li> <li>◆ Instrumentalisation des populations d'origine des pays voisins.</li> <li>◆ Exportation de leur conflit au Congo.</li> <li>◆ Le mensonge et la manipulation de l'opinion internationale.</li> </ul>
<p>2. <u>Leaders sociaux.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Influence</li> <li>◆ Manipulation</li> <li>◆ Manque de patriotisme</li> <li>◆ Esprit sectaire.</li> </ul>	<p>5. <u>La société civile.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Quelques fois instrumentalisée par le pouvoir et les classes politiques.</li> <li>◆ Le positionnement politique.</li> <li>◆ Abandon de la base par des animateurs de la société civile.</li> <li>◆ Esprit sectaire.</li> <li>◆ Déficit de l'esprit démocratique.</li> </ul>
<p>3. <u>Chefs coutumiers</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Légèreté</li> <li>◆ Manipulation par les hommes politiques et les opérateurs économiques</li> <li>◆ Abandon de la base</li> <li>◆ Rapprochement du pouvoir politique</li> <li>◆ Vente illicite des terres.</li> </ul>	<p>6. <u>Immigrés, allochtones et autochtones.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Manipulation instrumentalisation par les acteurs politiques (externes et internes).</li> <li>◆ Lutte de leadership (positionnement politique).</li> <li>◆ Esprit sectaire.</li> <li>◆ Multiplicité de nationalités.</li> </ul>

**Groupe 3** : Les grandes questions qui pourront affecter le processus de l'unification pendant la période de transition en R.D. Congo.

A. Sur le plan politique au niveau national.

\* Absence de culture politique.

- Non respect des signatures des hommes politiques congolais ;
- Manque de flexibilité ;
- Intransigeance ;
- Faible niveau d'engagement politique ;
- Relâchement de la pression de la communauté internationale ;

- Rôle ambigu de la société civile ;
- Alliance UDPS / RCD ;
- Agenda caché des politiciens (création de 3 régions militaires) ;
- L'institutionnalisation du recours aux armes comme mode d'accession au pouvoir ;
- La crise de confiance, les intérêts égoïstes, l'inféodation des hommes politiques congolais vis-à-vis de leurs parrains ;
- La taille et le coût des institutions ;
- L'absence d'une forte administration en matière de l'immigration ce qui fait le flottement de la question de la nationalité depuis plusieurs décennies ;
- L'impunité des auteurs des crimes de guerre et crime contre l'humanité.

#### B. Sur le plan économique.

- ♦ Convoitise des richesses naturelles du pays : Existence des contrats léonins sur l'exploitation des ressources naturelles.
- ♦ Gestion des dettes contractées pendant les guerres (la facture de deux guerres).
- ♦ Le coût des institutions.
- ♦ Le chômage de la plus grande partie de la jeunesse.
- ♦ Insécurité dans les milieux ruraux (centre d'approvisionnement).
- ♦ Mauvaise gestion et répartition du revenu national.
- ♦ Absence des voies de communication.

#### C. Sur le plan socio- culturel.

- ♦ La dépravation des mœurs (corruption et autre).
- ♦ La destruction des infrastructures sociales.
- ♦ La tribalisation des institutions politiques.
- ♦ La marginalisation de la femme dans la gestion de la transition.
- ♦ L'épi ration administrative.

#### Aux pays voisins.

- ♦ Le non-respect des accords signés.
- ♦ Le soutien aux mouvements rebelles.
- ♦ Le non retrait effectif des groupes (troupes armés (es) étrangers (ères).
- ♦ La perméabilité des frontières.
- ♦ Le blocage par les pays voisins du processus DDRRR.
- ♦ L'instabilité politique dans les pays voisins.
- ♦ L'avenir de la CPGL.

#### Au niveau international.

- ♦ Le relâchement de la communauté internationale.
- ♦ Forte emprise de la communauté internationale sur le gouvernement de la transition.
- ♦ Le mandat actuel de la MONUC et l'échec de DDRRR.

- ♦ Les enjeux des multinationaux en R.D. Congo.

**A l'issue de la présentation des résultats des travaux en carrefour, les éléments de débats ci-après ont été soulevés :**

- Associer les femmes au processus doit être compris autrement qu'en se référant à un simple constat, elles représentent + de 50% de la population et doivent donc être impliquées.**
- La problématique de la mauvaise gouvernance concerne aussi bien les gouvernants que les gouvernés qui doivent jouer un rôle plus actif.**
- Souligner pour le groupe 2 qu'il n'y a pas absence des textes des lois mais des lois obsolètes, contradictoires, inadaptées et pluralisme des textes.**
- Précision sur l'ambiguïté du rôle de la société civile ,en même temps « acteurs sociaux » qui deviennent aussi gestionnaire du pouvoir.**
- Au niveau du groupe 2, il faut séparer les conflits idéologiques des conflits confessionnels. Les deux sont à retenir néanmoins.**
- Au niveau du groupe 3, il faut noter qu'il s'agit de « lutter contre la passivité de la population pendant la transition » au lieu de se contenter de parler des textes à diffuser.**

## **IV.2 CARREFOUR II.**

Trois groupes se sont occupés de traiter des : « Forces, faiblesses, opportunités, obstacles/menaces, respectivement :

- 1) Dans l'accompagnement de l'IVP ;
- 2) Chez les partenaires ONG ;
- 3) Au niveau des églises / confessions religieuses.

**Groupe 1** : Forces, Faiblesses, opportunités, obstacles par rapport à l'accompagnement de l'IVP.

### Faiblesses

- ♦ Non disponibilité d'un fond souple dans un contexte conflictuel d'urgence.
- ♦ Faible appui institutionnel pour ceux qui en reçoivent.
- ♦ Pas d'appuis techniques / logistiques aux partenaires.
- ♦ Faible collaboration de l'IVP avec les autres acteurs au niveau régional.
- ♦ Faible accompagnement des initiatives féminines.

Forces

- ◆ L'IVP aborde les problèmes réels à la base.
- ◆ Assiste les partenaires dans les problèmes réels rencontrés sur terrain.
- ◆ Respecte ses engagements.
- ◆ Accompagne les partenaires sans discrimination.
- ◆ Démystifie de la présentation des projets.

Les opportunités.

- ◆ Structure souple.
- ◆ Possibilité d'émergence des organisations partenaires.

Les menaces / obstacles :

- ◆ Risque d'être pris en parti par les pouvoirs locaux.
- ◆ Diabolisation par certains acteurs locaux et de diaspora.
- ◆ Diabolisation de l'IVP par certaines organisations internationales (approche de DDRRR).
- ◆ Reprise des hostilités pendant l'exécution du programme.

**Groupe 2** : Forces, Faiblesses, opportunités, obstacles par rapport aux partenaires ONG.Forces :

- ◆ Ressources humaines disponibles.
- ◆ Ressources matérielles disponibles.
- ◆ Engagement réel des acteurs à œuvrer pour la paix.
- ◆ Connaissance du milieu.
- ◆ Acceptation par la base (légitimité).
- ◆ Opérationnalité sur terrain.
- ◆ Existence de cadre de travail en synergie dans certains endroits.
- ◆ La reconnaissance légale.
- ◆ Capacité de mobilisation.
- ◆ Capacité d'analyse de contexte pour certaines organisations.
- ◆ Stratégie de voies de contour.

Faiblesses.

- ◆ Fonctionnement peu démocratique au sein de certaines organisations.
- ◆ Ressources humaines peu motivées.
- ◆ Insuffisance des ressources financières.
- ◆ Planifications parfois non réalistes et non réalisées.
- ◆ Méfiance (diabolisation) entre certains acteurs sur terrain.

Menaces.

- ◆ Substitution de certaines ONGs Internationales sur terrain.
- ◆ Problème de financement (appuis libérés irrégulièrement).
- ◆ Planification sur commande (opportunisme).

- ♦ Exigences des bailleurs des fonds souvent non concordantes avec les besoins des partenaires sur terrain.
- ♦ Manque d'autonomie rationnelle sur terrain.
- ♦ Problème sécuritaire prolifération des munitions et armes de guerre).
- ♦ Résurgence de conflits.

Opportunités :

1. Aspiration unanime à la paix (Tout le monde souhaite la paix).
2. Présence des bailleurs de fonds intéressés (IVP et autres organismes).
3. Existence d'un gouvernement de transition et des institutions d'appui à la démocratie sur base des textes concertés).
4. Cessez le feu presque généralisé
5. Accessibilité aux belligérants.
6. Intérêt manifeste de la communauté internationale pour le retour à la paix en R.D. Congo (C.I.A.T ; MONUC, Financement, etc. ).

**Groupe 3** : Eglises / Confessions religieuses.

Forces :

- ♦ Capacité de mobilisation.
- ♦ Présence effective sur terrain, existence des réseaux.
- ♦ Confiance des fidèles.
- ♦ Assistance des populations en détresse.
- ♦ La crédibilité.
- ♦ L'œcuménisme.
- ♦ La capacité de mobilisation des ressources.
- ♦ Encadrement des jeunes, des femmes.
- ♦ Rassemblement des opinions et des couches sociales.
- ♦ Hiérarchisation.
- ♦ Défense des intérêts des populations et plaidoyer.

Faiblesses :

- ♦ Forte hiérarchisation qui freine les initiatives.
- ♦ Faible contrôle sur les fidèles.
- ♦ Conflits de leadership.
- ♦ Conservatisme.
- ♦ Favoritisme et tribalisation des églises.
- ♦ Ecart de standing de vie entre les responsables et les fidèles.
- ♦ Immoralité.
- ♦ Prolifération des sectes, multiplicité des idéologies.
- ♦ Tapage nocturne.
- ♦ Eglise s'occupe plus du spirituel que du social.

- ♦ Politisation des Eglises.
- ♦ Conflit entre leaders de l'Eglise et confession.
- ♦ Manipulation des fidèles.
- ♦ Conflit des générations et de compétences.

Opportunités :

- ♦ Crédibilité et audience à l'extérieur ;
- ♦ Propreté des infrastructures sociales ;
- ♦ Orientations vers le bien être des fidèles.

Menaces :

- ♦ Complexe de supériorité.
- ♦ Monopole de vérité.
- ♦ Cible des hommes politiques et groupes armés.
- ♦ Amateurisme dans certaines églises.
- ♦ Opportunisme dans les Eglises et Insuffisance des capacités intellectuelles de certains animateurs.

Recommandations

- ♦ Renforcer l'esprit d'oeucumenisme au sein des Eglises pour des actions en synergie.
- ♦ S'impliquer dans la formation des leaders sociaux.
- ♦ Privilégier la cohésion à l'intérieure des Eglises et entre les Eglises pour les actions concrètes.
- ♦ Promouvoir les leaderships féminins au sein des confessions religieuses.

**Eléments de discussion**

- ° **La question de la « non discrimination » en rapport avec. On qu'il y a au contraire lieu d'une discrimination positive à leur endroit cra les groupes mixtes ne les ont pas suffisamment impliqués.**
- ° **Un grand débat sur « l'accompagnement » et son contenu :**
  - **Elaboration des projets ?**
  - **Capacitation sur la transformation des conflits ?**
  - **Capacitation sur la gestion financière et sur le rapportage financier ?**
- ° **A côté de la question de la méfiance et diabolisation, ajouter la concurrence de loyale entre organisation agissant à la base.**
- ° **Relation entre les ONG et l'Etat ; à part le problème de reconnaissance légale, pendant la transition, il faut améliorer les relations pour ne pas rester dans la question de contour.**
- ° **Comment parler de « ressources humaines disponibles » alors qu'il y a « difficulté d'élaborer les projets , de faire le rapportage financier,... » ; cela ne facilita le montage d'un programme conséquent.**
- ° **Les groupes semblent n'avoir pas touché les faiblesses réelles ni traiter des approches**

**de travail ni des problèmes réels rencontrés : relations entre les structures elle- mêmes et les difficultés inhérentes ; entre les structures, les synergies et leurs bases.**

**Au groupe 3, particulièrement , il faut ajouter :**

- ° **La marginalisation de la femme au sein des Eglises et Confessions religieuses.**
- ° **Contradiction entre « contribution au bien être des populations fidèles » et « écart de standing de vie entre les fidèles et les responsables ».**
- ° **Beaucoup des menaces doivent aller dans les faiblesses ( ex : insuffisances des capacités...)**
- ° **Assertion à reformuler ; « monopole de la vérité » ; « hiérarchisation et conservatisme » ; « encadrement des jeunes et des femmes » ; le concept « immoralité »**
- ° **Souligner les éléments de conflits qui débordent des conflits au sein des Eglise .**

#### IV.3. CARREFOUR 3

##### **Groupe 1.**

Comment atteindre la base ? Avec quelles activités et objectifs, stratégies, avec quels partenaires ?

A.1. OBJECTIF GLOBAL : aider la population à identifier, comprendre, prévenir, transformer et résoudre leurs conflits.

A.2. OBJECTIFS SPECIFIQUES :

- Analyser et comprendre les conflits,
- Apprendre à la population à connaître ses droits et devoirs,
- Aider la population à lutter contre la manipulation,
- Donner les approches et les outils pour identifier les conflits.

B. AVEC QUELS PARTENAIRES ?

- Les Eglises / confessions religieuses.
- Les comités locaux existants.
- Les associations ( I.L.D )
- Les autorités locales ( l'administration publique et le pouvoir coutumier ).
- Les institutions scolaires et de professionnalisation.
- Les personnes influentes
- Association des groupes des femmes et des jeunes.

C. LES ACTIONS

- Faire conjointement les analyses du contexte et de l'implication au processus de pacification,

- Organiser des campagnes d'éducation civique et politique,
- Former des animateurs locaux dans les méthodes d'animation et en techniques de transformation des conflits.
- Conscientiser la population à son auto-organisation.
- Organiser des échanges d'expériences (intra-communautaires et inter-communautaires)

#### D. LES STRATEGIES

- Choix des lieux les plus régulièrement fréquentés par la population,
- Utilisation des supports visuels adaptés à la réalité du milieu
- Association des autorités locales aux séances d'animation au niveau de la base pour une bonne collaboration
- Identification des personnes ressources.

**Groupe 2 : Thème : Comment impliquer davantage les femmes dans les actions pour la paix.**

Eléments du contexte spécifique		Action / leurs orientations :
Implication insuffisante de la femme dans les activités accompagnées par l'IVP. Même dans les endroits où l'IIVP a fait des accompagnements aux groupes mixtes, les femmes n'ont pas été suffisamment impliquées dans les actions de paix.		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identifier et constituer une banque de données des compétences pour le leadership féminin</li> <li>• Sensibiliser et conscientiser sur les textes de la transition et autres textes.</li> <li>• Sensibilisation au genre.</li> </ul>
<u>Thème</u>	<i>Eléments du contexte spécifiques</i>	<i>Actions / leurs orientations</i>
Comment impliquer davantage les femmes dans les actions pour la paix.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Marginalisation liée à la coutume (exclusion)</li> <li>• Système patriarcal</li> <li>• Amateurs</li> <li>• Faiblesse du lobbying</li> <li>• Sous-information</li> <li>• Taux élevé d'analphabétisme</li> <li>• Faible intérêt de la femme à s'impliquer dans les actions de paix.</li> <li>• Prise en charge du foyer par la femme (liée à la conjoncture) (son choix plus économique)</li> <li>• Faible cohésion pour un combat commun</li> <li>• Culture limitée de la femme</li> <li>• Conflit de leadership chez les femmes</li> <li>• Absence de compétitivité chez les femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation aux droits humains, sur leadership, sur le ploidoyer, sur la paix, sur la gouvernance, sur la non-violence, accompagnement de toutes ces actions,</li> <li>• Organisation des rencontres d'échanges avec d'autres groupes de femmes,</li> <li>• Rapprochement des associations féminines oeuvrant dans la pacification,</li> <li>• Rapprochement des associations féminines et masculines oeuvrant dans la pacification,</li> <li>• Création des plates-formes thématiques (syndicat et lobbying accompagnement juridique) et échanges entre elles</li> <li>• Auto-évaluation régulière des partenaires</li> <li>• Oeuvrant sur le paix</li> </ul>

**Groupe 3 :**

<u>Thème</u>	Eléments du contexte spécifiques	<i>Obstacles / risques</i>	<i>Actions / leurs orientations</i>
<u>Comment améliorer la synergie ?</u>	Par rapport aux approches.	Diversités et approches parallèles	Travailler sur les visions et stratégies des approches du contexte.
	Par rapport aux capacités.	Intérêts des organisations – conteste mouvant – Insécurité.	Former les animateurs en matière de travail en synergie.
	Par rapport aux expériences.	Insuffisance des moyens.	Favoriser les échanges et expériences entre acteurs. Assurer la documentation et la recherche – Action.
	Par rapport au leadership	Non maîtrise de la notion de démocratisation Absence de culture démocratique Intérêts égoïstes des leaders	Promouvoir la démocratie. Adopter l'approche de gestion horizontale des groupes. Consentir l'alternance.
	Par rapport au rayon et couverture géographique.	Moyens faibles.	Mettre en place des mécanismes d'information et de contact. Mettre en place des mécanismes de programmation Des actions en vue de réduire les distances Promouvoir les canons de communication des masses –
	Par rapport au fonctionnement démocratique	Idem leadership	Idem leadership
Par rapport à la gestion	Cupidité Mauvaise foi Défaut des mécanismes de contrôle.	Mettre en place des outils de gestion clairs Transparents et souples. Mettre en place des organes de contrôle compétents Bien répartir les rôles Responsabiliser des individus issus des organisations membres de la synergie.	

<u>Thème</u>	Eléments du contexte spécifiques	<i>Obstacles / risques</i>	<i>Actions / leurs orientations</i>
	Par rapport au genre (gender)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valeurs traditionnelles – rétrogrades / usages -</li> <li>• Réticence des femmes</li> <li>• Religion</li> <li>• Laïcs</li> </ul>	Garantir la représentativité et la participation des femmes en rapport avec leurs compétences. Accorder une attention particulière ou renforcement des capacités des femmes nécessaires.
	Par rapport aux intérêts et aux bitions	Le dirigisme des organisations et de leurs responsables.	Cultiver la franchise des acteurs. Harmoniser les intérêts des organisations et les adapter aux besoins de la base.
	Par rapport aux doctrines	Conservatisme Ne pas tenir compte des besoins exprimés par la base.	Privilégier les besoins de la personne par rapport aux doctrines.
<u>2. Complémentarité des Eglises et Association Nord-Sud.</u>	Idem par rapport au rayon d'action et à la couverture géographique Les approches des Eglises, confessions religieuses sont les mêmes que celles des ONGD des droits de l'homme – convergence des vues des commissions justice et paix.	Idem par rapport au rayon d'action et de couverture géographique.	Idem par rapport au rayon d'action et couverture géographique.
<u>3. Comment renforcer les relations de synergie et de collaboration entre les territoires ?</u>	Idem par rapport au rayon d'action et à la couverture géographique	Idem par rapport au rayon d'action et couverture géographique.	Echanges des expériences et des informations Réduire les distances par les voies de communications Organiser des actions communes et concertées Promouvoir la solidarité entre les populations Mettre en place des mécanismes pratiques de communication et de contact adaptés à nos milieux ruraux.

**Groupe 4.**

Thème : Quels rôles ont les partenaires envers les autorités, les structures internationales et la politique ?

**I. Rôle de partenaire envers les autorités.**

1. Multiplier les contacts et dialogues en toute (neutralité) objectivité et impartialité.
2. Eclairer le pouvoir et la base.
3. Proposer les alternatives.
4. Canaliser les aspirations de la base auprès du pouvoir pour une distribution équilibrée des ONG internationales sur l'ensemble du territoire.

**II. Rôle des partenaires envers les structures internationales.**

1. Conscientiser les intervenants à se référer aux orientations définies par les bénéficiaires (éviter de faire subir l'action).
2. Influencer le travail en synergie pour éviter la duplication des actions.
3. Demander à la communauté internationale de collaborer avec les ONG locales.
4. Corriger la lourdeur administrative pour faciliter les actions sur terrain.
5. Mener les actions de pression et multiplier des contacts et dialogues.
6. Harmoniser leurs interventions en tenant compte du contexte et des réalités du milieu.

**III. Rôle des partenaires envers la politique.**

- Aider les autorités à appliquer les droits humains, à s'impliquer à la bonne gouvernance.
- Surveillance et observation des actions politiques en vue d'aider le pouvoir dans l'application des mesures positives.
- Faire pression pour influencer les mesures prises en faveur des intérêts communautaires.

**IV. 4. CARREFOUR IV**

Quatre groupes étaient constitués pour s'occuper respectivement des thèmes suivants :

**Groupe 1**

1. Par rapport au contexte politique, social, économique, culturel, ... estimer les marges de manœuvres possibles des activités des partenaires de l'IVP (motivation, alliances, soutien, décision, ...)
2. Quelle est la part des acteurs locaux dans la résolution des problèmes qui les concernent ?

**Groupe 2**

1. Que faire pour rapprocher le Grand Nord et le Petit Nord ?
2. Comment travailler avec les partenaires de l'Ouest et les autres pays des grands lacs (préjugés, convictions, ...).

Groupe 3

1. Comment accroître la capacité d'intervention des partenaires ?
2. Pérennité, durabilité : Comment mettre en œuvre la capacité des acteurs locaux à s'organiser eux-mêmes ? Comment vendre vos propositions ?
3. Comment interpréter la recherche action et l'éducation à la paix.

Groupe 4 : Vision commune.

1. Qu'est-ce qui est plus important pour le moment à l'IVP et à ses partenaires ?  
Quelles sont les valeurs que défendent l'IVP et ses partenaires ?  
(Quand dira-t-on que l'IVP et ses partenaires ont rempli leur mission ? Qu'est-ce qui permettra de dire qu'ils ont réussi ?
2. Thèmes dans lesquels IVP n'est pas très actifs ; discuter d'un accompagnement possibles (jeunesse, presse).

Résultats à l'issue des travaux en groupes.**Groupe 1**

a) Par rapport au contexte politique, social, économique, culturel ...

- ♦ Adaptation des stratégies (actions aux changements ou évolution en fonction des besoins de la base.
- ♦ Consolidation des structures partenaires à la base par des formations, informations et documents, des échanges d'expériences, suivis des actions menées, cette consolidation des partenaires doit prendre en compte la situation des organisations bien structurées (viabilité, capacité, etc...) et celles des organisations non structurées (nécessité de renforcement institutionnel dans la formulation des propositions et de reportage.)
- ♦ Développement, par les partenaires de l'IVP, des exercices assistés d'auto-évaluation et de recherche – action.
- Les partenaires doivent compter sur les compétences, ressources locales, les responsabiliser et leur faciliter les échanges d'approches d'intervention pour une appropriation de l'action par elle en matière de paix durable.
- Appui de l'IVP à des programmes annuels ou pluriannuels des partenaires. Ce programme des partenaires sera puisé dans la vision de travail définie par l'I.V.P.

b) La part des acteurs locaux dans la résolution des problèmes qui les concernent :

1. Mobilisation des ressources humaines.
2. Documentation sur les types de conflits.
3. Recours aux mécanismes traditionnels.
4. Offrir des cadres de résolution des conflits.
5. Médiation entre parties.
6. Assurer le suivi.

**Groupe 2.**

a) Mécanismes du rapprochement entre le Grand- Nord et le Petit- Nord :

\* Constats : - Balkanisation de la province  
- Problème de leadership entre les ethnies.

\* Opportunités :

- Echanges commerciaux entre les populations.
- Cohabitation des ethnies au Grand Nord et Petit Nord.
- Accord global et inclusif.
- Accord de Bujumbura.
- Mutation des mouvements politico-militaires en partis politiques.
- Mise en place du Gouvernement de transition.

\* Actions :

- Exiger le retrait total des troupes du RCD / Goma, de la « Local Defense » et des milices étrangères du Sud Lubero (dirigeants, MONUC, Tierce Partie) ;
- Lobby pour la suppression des barrières entre les deux entités ;
- Lobby en direction des dirigeants et du gouvernement de transition pour montrer l'intérêt à mettre fin à la duplicité administrative à la tête de la Province ;
- Intensifier l'échange et le travail en synergie entre les organisations de la société civile des deux côtés ;
- Organiser les échanges culturels entre les populations de la base de Beni- Lubero avec les autres de Rutshuru, Masisi et Walikale.

b) Comment travailler avec les partenaires de l'Ouest de la RD Congo et les autres des Grands Lacs (préjugés, convictions naïves).

\* Au niveau de la R.D. CONGO :

1. Développer des synergies à l'Est;
2. Identifier les synergies à l'Ouest ;
3. Travailler en synergie avec l'Ouest en renforçant aussi les réseaux qui existent (CRONGD, CNONGD, RENADHOC, ...)
4. Plaidoyer pour le rétablissement des voies de transport et de communication entre l'Est et l'Ouest.

\* Au niveau des Grands Lacs :

1. Identifier les synergies existantes au niveau régional ;
2. Développer un travail en synergie avec les acteurs en raisonnant R.D. Congo dans son ensemble et non pas Nord- Kivu et Sud- Kivi dans l'équation Grands Lacs.

**Groupe 4**

a) Comment accroître la capacité d'intervention des partenaires :

\* Renforcement des capacités humaines par la formation en :

- Transformation pacifique des conflits (médiation négociation, réconciliation ...).
- Technique d'implantation des foyers de paix.
- Echange d'expérience (entre partenaires - I.V.P. et partenaires - partenaires).
- Gender.
- Technique de recherche action.
- Technique de mobilisation des fonds.
- Fonctionnement démocratique des organisations.
- Techniques de suivi – évaluation des activités.

\* Renforcement des capacités institutionnelles par :

- L'analyse et le diagnostic institutionnels.
- L'appui institutionnel par rapport aux besoins.

b) Comment mettre en œuvre la capacité des acteurs locaux à s'organiser eux-mêmes ?

Comment alors « vendre » nos propositions ?

- Pérennité et durabilité des actions.
- Approches intégratives et distributives.
- Définir une vision commune de paix.
- Harmoniser le programme d'intervention (synergie).
- Rendre (responsables) la base responsable des activités.

*Comment vendre nos propositions ?*

- Dossiers bien présentés et qui tiennent compte des besoins et aspirations de la base.
- Initier et conduire des activités en synergie.
- Faire preuve de crédibilité.
- Méthode et stratégie bien définie.

c) Comment intégrer la recherche action et l'éducation à la paix ?

- Focaliser la recherche action vers des spécificités de chaque milieu.
- Planifier les actions de l'éducation à la paix en tenant compte des résultats de recherche.
- Associer la base aux actions.
- Mener des recherches thématiques impliquant les divers acteurs.
- Mener des recherches actions pour produire des outils d'enseignement d'éducation à la paix via des idées de la base.
- Mener des recherches sur les modes traditionnels de résolutions des conflits (outils de paix).

**Groupe 4 . VISION COMMUNE A LA PAIX.**

a) En prenant compte les travaux de cette rencontre, qu'est-ce qui est le plus important à l'IVP et ses partenaires ?

- La compréhension du concept société civile.
- Rapprochement entre partenaires entre eux et pouvoir.
- Appui institutionnel de l'IVP à ses partenaires.
- Le renforcement des capacités à la fois des partenaires et des cadres de l'IV.P.
- Disponibiliser un canevas indicatif et critères de sélection des projets.
- Diffuser la philosophie de l'IVP aux partenaires.
- Rendre opérationnel les résolutions de cet atelier.

b) Quelles sont les valeurs que défendent l'IVP et ses partenaires ?

- La paix
- La cohésion sociale.
- La justice.
- La liberté.
- La dignité humaine.
- La démocratie.
- Le respect des droits humains.

c) Quand dira-t-on que l'IVP et ses partenaires ont rempli leur mission ?

- Améliorer la convivialité et la cohabitation entre les communautés,
- Etat de droit.
- Bonne gouvernance.
- Participation citoyenne.
- Coopération régionale et internationale.
- Améliorer les conditions de vie et la santé, scolarisation des enfants, reprise des activités agricoles et pastorales dans les rayons d'intervention des partenaires et de l'IVP.

d) Pour les thèmes dans lesquels l'IVP n'est pas actif, l'accompagnement est possible :

- Accompagnement des médias pour atteindre les milieux ruraux (la base) ;
- Installation et consolidation des radios club.
- Accompagnement technique et matériel dans la consolidation des structures d'accompagnement de la jeunesse en matière de paix.
- Accompagnement des structures dans la transformation et la formation des caractères positifs des jeunes et des enfants, (multiplier et organiser régulièrement les visites d'échange d'expérience pendant les vacances).
- Développer et encourager la culture des colonies des vacances.

## ***CONCLUSION***

L'Institut Vie et Paix a travaillé au Nord- Kivu et au Sud- Kivu depuis un an. Ce qui a permis d'identifier des partenaires et de réaliser bien d'activités avec eux. Bien des manifestations controversées ont influencé la situation et des évolutions se sont observées ici et là dans un contexte mouvant.

Il devenait nécessaire pour l'IVP de réajuster les actions en fonction du contexte.

Par ailleurs, il y a des raisons de définir les orientations pour préserver les acquis antérieurs. Il est alors opportun que les acteurs aient une vision commune de la paix portée par tous et qui permet de continuer le travail à la base à travers un programme relativement stable, cohérent, et cordonné afin d'avoir plus d'impact des actions de paix dans la région. C'est dans ce cadre que la rencontre avec les partenaires a été organisée du 14 au 17 juillet 2003.

L'objectif de base était donc d'apprécier le contexte, les activités accompagnées par l'IVP, analyser les expériences des partenaires pour arrêter les actions et les stratégies à développer dans le programme à suivre.

Pour ce faire, la méthodologie a consisté à la présentation des communications de deux ordres ( éléments du contexte et expériences du partenaire) ; il y a aussi des présentations thématiques ; enfin, quatre grand carrefours ont été organisés pour l'identification des forces et des faiblesses, des actions et des stratégies pour les perspectives du programme à venir.

Les éléments du contexte tels que présentés par les acteurs de paix intervenant dans les différents axes peuvent ainsi être résumé en ces termes :

- Présence des groupes armés partout semant la terreur au sein de la population ;
- La présence continue des milices étrangères sur le sol congolais ;
- Recrudescence des violences dans certains axes : Fizi, Bunyakiri ... ;
- La haine , la méfiance et la non cohabitation pacifique entre certaines communautés : Ex : Babembe- Barega ;
- Le retour massif du Rwanda, des réfugiés congolais de Masisi posant ainsi un problème de gestion et leur réinsertion dans leurs communautés ;
- La réconciliation intercommunautaire à Pinga et à Masisi ;
- La production des supports pédagogiques pour sensibiliser la population à la paix ;
- Les synergies entre les acteurs de paix : CCAP, COPAH, MESEP-UPDBU, SOCIWAMA... ;
- La démobilisation et la réinsertion des milices et/ou groupes armés : ex : M40
- La traite des femmes : Dans le Bushi, au marché de Kalonge ;

- Viol des femmes à grande échelle dans tous les axes ;
- Duplication de l'administration ( Mayi- Mayi et le RCD) ; Ex : Territoire de Bunyakiri ;
- Les efforts en cours visant le renforcement et la restructuration de la société civile, cas du Nord- Kivu ;
- La question sur la société civile ;
- Les négociations, la médiation et concertations diverses des acteurs de paix avec les belligérants pour la question de la paix ;
- Etc

L'Institut Vie et Paix a présenté les éléments de fond sur lesquels il voudrait fonder la suite de son programme avec les partenaires : le renforcement des capacités à la base, la facilitation, la recherche- action, travailler sur des questions spécifiques telles la femme et la culture, la jeunesse, les médias, la société civile, l'approche « Grand -Nord et Petit -Nord, les conflits endogènes et les conflits résiduels.

A la suite des exposés thématiques en complément de l'analyse du contexte, des grandes questions de fond ont été posées spécialement concernant :

1) L'implication de la femme dans un contexte de compétitivité et d'excellence.

A propos de la Société civile, le questionnement concerne son double rôle actuel et ce qu'il y a lieu de faire pendant la transition.

S'agissant des églises, il est à considérer que le travail en synergie exige plus d'ouverture, de démocratie et l'implication positive de la femme. Pour ce qui est des jeunes, on peut discuter de l'efficacité et donc de l'impact de leurs actions.

Par ailleurs, les actions restent concentrées en ville et ne touchent pas les milieux ruraux plus nécessaires.

Concernant les médias, on a discuté notamment sur leur liberté de presse et surtout à propos de l'indépendance vis- à- vis des différentes opinions afin de mieux influencer l'avènement de la paix pendant la transition. Il est à préciser aussi que la couverture médiatique est restée très faible par rapport à la base.

Les principaux vœux, souhaits et recommandations formulées sont les suivants :

- Les appuis devraient être d'une période plus considérable par rapport à ce qui est fait jusqu'à ce jour, aller si possible du court au moyen terme.
- Les actions à mener devront être reliées au contexte, d'où nécessité d'une très grande flexibilité dans les interventions.
- Le travail en synergie est à encourager de préférence que les autres interventions,
- Des nouvelles synergies doivent être développées entre le Grand- Nord et le Petit- Nord du Nord- Kivu, entre les Organisations de l'Est de la R .D .Congo ;

entre la synergie de l'Est et celle de l'Ouest du Pays ; entre les synergies de la Région des Grands Lacs ( Rwanda, Burundi, Ouganda, ect.) .

Pour clôturer l'atelier, l'IVP par le biais de son Représentant a rassuré davantage ses partenaires en cernant les aspects suivants :

L'IVP commence avec urgence à travailler au Grand Nord et une réflexion est déjà en cours avec les délégués du Grand- Nord dans la rencontre.

L'Institut finalisera avec les termes de référence d'un consultant qui nous aidera à développer un programme à travers lequel nous espérons répondre aux besoins exprimés par la base et discuter dans le 1<sup>er</sup> carrefour.

Aussi, nous allons accélérer notre travail pour renforcer la participation des hommes et des femmes dans le processus de paix.

Annexes :Programme de l'atelier

Évaluation de l'atelier par les participants

Mot des participants

Mot du Représentant de l'IVP

Listes des participants et leurs adresses

## **En guise de conclusion : LES ÉLÉMENTS DE DISCUSSION**

Il importe de souligner les points forts qui ont fait objet des débats et pour lesquels un approfondissement reste nécessaire.

### a) S'agissant de l'implication de la femme.

Associer les femmes au processus doit être compris autrement qu'en se référant à un simple constat ; elles représentent plus de 50 % de la population et doivent donc être impliqués. Il s'agit de la problématique de la « discrimination » en rapport avec les femmes dans les activités de l'IVP. On pense qu'il y a au contraire lieu d'une discrimination positive à leur endroit car les groupes mixtes ne les ont pas suffisamment impliqués. Il est à souligner aussi la marginalisation de la femme au sein des Eglises et confessions religieuses qui fait objet du débat.

Au sujet des femmes et des confessions religieuses, la question de fond est ainsi formulée : « Qu'est-ce qui a été fait et qu'est-ce qui devra être fait pendant la transition ? » Quelle est la spécificité du combat à mener par les femmes ? Quid de la compétitivité que doit manifester la femme pour une meilleure implication. Quel devra être leur champs d'action ?

### b) S'agissant de la société civile.

Les associations et composantes de la société civile semblent avoir à l'esprit une certaine ambiguïté quant au rôle des animateurs de la société civile, en même temps « acteurs sociaux et qui deviennent aussi gestionnaires du pouvoir ». On se demande comment dans ce contexte, ils pourront « lutter contre la passivité de la population pendant la transition » et s'ils ne risquent pas de se contenter de parler des textes à vulgariser.

Pourtant la problématique de la mauvaise gouvernance concerne aussi bien les gouvernants que les gouvernés (les populations) qui doivent jouer un rôle plus actif. Il importe donc de recentrer les idées sur la vision commune au sujet de la société civile, son rôle et ses approches. Une question importante demeure : « Quel est l'état actuel de la société civile et qu'est-ce qu'on voudrait qu'elle soit pendant la transition ? »

Toujours au sujet de la transition avec la société civile dans la gouvernance on se demande ce qu'il est de ceux qui partent. Et ceux qui restent que doivent-ils faire ?

#### c) S'agissant des Eglises et confessions religieuses

Le premier élément à souligner concerne le « monopole de la vérité » que les Eglises semblent s'octroyer en dépit des contradictions constatées dans les agissements des uns et des autres. On souligne notamment le problème de « hiérarchisation et conservatisme » par rapport à la transition qui se veut démocratique et aux autres valeurs ; par exemple l'implication de la femme. On ne peut pas se passer des discussions très prononcées à propos de « l'immoralité » qui semble avoir élu domicile au sein des églises et confessions religieuses.

C'est en partie ce qui justifie les conflits sévissent au sein des églises et qui débordent du cadre fermé des églises. Comment pourraient-elles prétendre contribuer au bien être des populations c'est-à-dire des fidèles; encore qu'il faille signaler des contradictions à ce sujet par rapport à « l'écart de standing de vie entre les fidèles et les responsables ». Mais tout le monde convient qu'il faut séparer les conflits idéologiques et des conflits confessionnels. Néanmoins Les deux sont à retenir dans le cadre du débat.

#### d) Les partenaires

Un grand débat est ouvert au sujet de « l'accompagnement technique des partenaires » et son contenu : s'agit-il d'un appui dans l'élaboration des projets ? Capacitation sur la transformation des conflits ? Capacitation sur la gestion financière et sur le rapportage financier ? Comment parler, par exemple, des « ressources humaines disponibles » alors qu'il y a « difficulté d'élaborer les projets, de faire le rapportage financier, ... » ; cela ne facilite pas le montage d'un programme conséquent.

Les groupes semblent n'avoir pas touché les faiblesses réelles ni traité des approches de travail et des problèmes réels rencontrés : relations entre les structures elles-mêmes et les difficultés inhérentes ; entre les structures, les synergies et leurs bases ; relation entre les ONG et l'Etat ; à part le problème de reconnaissance légale, pendant la transition, il faut améliorer les relations pour ne pas rester dans les questions de contour.

A côté de la question de la méfiance et diabolisation, on peut ajouter la concurrence déloyale entre les organisations agissant à la base. Il s'agit là d'un sujet important de discussion dans la mesure où les partenaires oeuvrent pour l'avènement de la paix durable et dans un contexte de gestion et de transformation des conflits.

d) A propos des jeunes

Il a été constaté que les actions des jeunes n'ont pas une grande portée et qu'il y a lieu de douter de l'efficacité et de l'impact de leurs actions. La problématique de la jeunesse des milieux universitaires est assez éloquente. Bien plus, les entités rurales ne sont pas touchées, pendant que c'est dans ces milieux que sévissent les violations des droits humains.